

EPISODE 01

Baromètre EY de l'attractivité de la France 2023

La France devant, malgré tout

Mai 2023

L'attractivité de la France au défi des crises

De 2021...



... à 2023



Cette année, les enseignements du Baromètre de l'attractivité de la France sont incroyablement riches et méritaient un découpage en plusieurs épisodes.

EPISODE 01 | 11 MAI 2023

Voici quelques-unes des questions abordées dans cette 1^{re} partie consacrée aux résultats de la France en 2022 et l'opinion actuelle des dirigeants sur son attractivité :

- ▶ Quelle place pour la France face à ses concurrents européens ?
- ▶ Comment les dirigeants internationaux s'adaptent-ils à la situation actuelle ?
- ▶ Quelles sont les répercussions de la crise économique, énergétique et géopolitique sur l'attractivité et les investissements ?
- ▶ Quels secteurs et quelles régions ont accueilli des projets d'investissements étrangers en 2022 ?
- ▶ L'industrie est-elle toujours un moteur de l'attractivité de la France ?

EPISODE 02 | 19 JUIN 2023

Le 19 juin prochain, nous publierons la 2^e partie de cette étude consacrée à l'attractivité de la France, avec pour principale interrogation : « La France de 2023 est-elle prête pour la France de 2030 ? »

Nous reviendrons sur les priorités identifiées par les dirigeants internationaux afin de maintenir la position concurrentielle de la France dans l'économie mondiale. Nous aborderons aussi la manière dont la France peut soutenir l'Europe et comment elle peut engager les transformations technologiques et environnementales à l'œuvre au sein des entreprises et des organisations publiques.



1 Malgré les chocs, la France continue de faire la course en tête en Europe

La crise de 2022 freine le rebond de l'Europe post-Covid : le nombre d'investissements étrangers annoncés en Europe en 2022 (5 962) n'est en hausse que de 1% par rapport à 2021, et il reste loin des niveaux d'avant-Covid et du record atteint en 2017 (6 653).

En 2022, la France reste le pays le plus attractif d'Europe en nombre de projets d'investissement étranger : avec 1 259 implantations ou extensions annoncées en 2022, elle conserve la première place du classement européen pour la quatrième année consécutive.

Cependant, l'Hexagone demeure encore loin du compte sur l'emploi, puisque les emplois apportés par les projets diminuent de 15% entre 2021 et 2022. En moyenne, les investissements étrangers créent moins d'emplois en France (33 par projet) que dans le reste des principaux pays d'accueil des investissements étrangers en Europe (58 en Allemagne, 59 au Royaume-Uni).

Le Royaume-Uni continue de décrocher à cause du Brexit (929 projets, en baisse de 6% par rapport à 2021), mais nos voisins britanniques, pourtant très affectés par l'inflation et la crise énergétique, parviennent à attirer des projets plus créateurs d'emplois et plus stratégiques. L'Allemagne, elle, n'a accueilli « que » 832 projets en 2022 : le faible taux de chômage, les coûts salariaux élevés et la difficulté pour les entreprises étrangères de pénétrer les chaînes industrielles limitent sa capacité à attirer davantage de projets.

Dans le reste de l'Europe, les fortunes sont diverses, mais le mouvement né de la réorganisation des *supply chains*, de la consolidation des plateformes tertiaires et de l'optimisation financière sur fond de crise énergétique et d'inflation semble profiter à plusieurs pays d'Europe du Sud (Portugal, Italie, Turquie) qui enregistrent des progressions notables. Autre phénomène observé en 2022, l'Irlande et la Pologne semblent bénéficier d'un report de projets à cause du Brexit et de la guerre en Ukraine.

2 Le moral des dirigeants internationaux en 2023 : résilience à court terme, inquiétude à moyen terme sur l'attractivité de la France

La volonté d'investir en France en 2023 reste forte. Près des deux tiers des dirigeants ont des projets immédiats d'investissement en France en 2023, malgré la situation économique, politique et sociale du pays.

Cependant, les perspectives à trois ans dénotent l'inquiétude des dirigeants. Notre enquête confirme l'effet des facteurs économiques actuels (hausse des coûts de l'énergie et des matières premières, baisse de la consommation, taux d'intérêt élevés) sur le moral et la confiance des dirigeants étrangers.

Par ailleurs, au moment de l'enquête (204 dirigeants interrogés entre le 15 février et le 15 mars 2023), les tensions politiques et sociales ont pu conduire les répondants à s'interroger sur la capacité du gouvernement à poursuivre les réformes permettant d'améliorer la compétitivité, réduire la dette et le déficit commercial, soutenir l'investissement « made in France », mais également investir dans les infrastructures de santé et d'éducation.

Enfin, les paramètres qui guident leurs choix de localisation évoluent. Aux facteurs historiques liés à la compétitivité territoriale (coûts, fiscalité, droit social, infrastructures, compétences) s'ajoute une attention plus soutenue à l'approvisionnement en énergie décarbonée, à la résilience des *supply chains* et à la capacité d'adaptation des écosystèmes locaux.

3 Une France plus décarbonée et plus innovante, mais en panne d'emplois logistiques et tertiaires

Synthèse

Même si la France continue de compter sur une très grande variété de savoir-faire sectoriels, **les projets accueillis en 2022 semblent davantage épouser les impératifs de transformation de notre économie.** En effet, près de 30% des projets manufacturiers dans l'automobile sont destinés à la production de véhicules électriques et hybrides. Dans le secteur de la santé, l'analyse des projets révèle l'amorce d'un mouvement de rapatriement de capacités de production en France.

L'industrie est (re)devenue un moteur de l'attractivité de la France : 4 projets sur 10 en 2022 (547 sur 1 259) sont une implantation ou une extension d'usine et la disponibilité d'énergie décarbonée reste, malgré la crise énergétique actuelle, le principal atout de la France pour les dirigeants industriels.

Autre confirmation du nouvel ADN de l'attractivité hexagonale, la France est « **championne d'Europe de l'innovation** » avec 144 centres de R&D accueillis, devant le Royaume-Uni et l'Allemagne.

À l'inverse, **la France doit faire mieux sur les centres de décision** car elle reste distancée par le Royaume-Uni qui a su fixer 133 quartiers généraux en 2022 contre 78 pour l'Hexagone. La situation apparaît d'autant plus inquiétante qu'à peine 10% des dirigeants étrangers que nous avons interrogés prévoient d'implanter ou d'étendre leurs centres de décision en France au cours des trois prochaines années.

Par ailleurs, alors que le chiffre d'affaires du e-commerce a augmenté de 33% entre 2019 et 2022 en France, l'Hexagone subit une **forte**

diminution des investissements dans les plateformes logistiques (-21% en 2022 v. 2021). La France paie le manque de foncier et la lourdeur des procédures administratives, que relèvent beaucoup d'entreprises.

Enfin, dans les services, **l'impact du travail à distance se fait toujours ressentir** : le nombre de projets dans les implantations tertiaires à moyenne valeur ajoutée reste loin des niveaux d'avant-Covid (395 plateformes de services et back offices en France en 2022 contre 450 en 2017), tendance qu'on observe également dans le reste de l'Europe.

Au classement des régions, l'Île-de-France reste en tête, devant l'Auvergne-Rhône-Alpes et les Hauts-de-France. Mais surtout, la Région Capitale passe pour la première fois **devant le**

Grand Londres, illustration de la dynamique hexagonale, mais aussi des attermolements issus du Brexit.

Hors des grandes métropoles, la France séduit les investisseurs étrangers : près d'un projet d'investissement étranger sur deux concerne des zones rurales ou des agglomérations moyennes de moins de 200 000 habitants.

L'étude de référence sur la réalité et la perception de l'attractivité de la France

En France, selon l'INSEE, 16 800 entreprises sont sous contrôle étranger (1%), emploient 2,2 millions de personnes (13% de l'emploi salarié) et contribuent à environ 20% du PIB, 25% de la R&D privée et 35% des exportations industrielles.

Depuis plus de 20 ans, EY observe les flux et les mécanismes d'implantations internationales afin d'accompagner ses clients dans leurs projets de localisation et contribuer à l'élaboration des réformes qui encouragent l'investissement international.

Chaque année, EY interroge plusieurs milliers de dirigeants d'entreprises étrangères, de toutes tailles et de tous secteurs, et ce dans plus de 50 pays.

1 L'enquête auprès de 204 dirigeants d'entreprises à capitaux étrangers, menée entre le 15 février et le 15 mars 2023

La perception et les attentes des décideurs internationaux en matière d'attractivité pour la France ont été recueillies au travers d'une enquête en ligne auprès de 204 décideurs internationaux du 15 février au 15 mars 2023. Les dirigeants impliqués dans les décisions d'investissement étranger ont été interrogés dans 23 pays, en anglais.

La structure de l'échantillon est représentative des investissements internationaux, qu'il s'agisse de leur origine géographique (en grande partie issus de l'Union européenne), de leur origine sectorielle, ou de la taille des entreprises.

2 Le recensement des projets d'investissement étranger annoncés en 2022, en France et en Europe

Depuis 1997, l'EY European Investment Monitor (EIM) recense le nombre de projets d'investisseurs étrangers dans une quarantaine de pays européens, y compris en Turquie. Le recensement prend en compte les annonces publiques et fermes d'investissements porteurs de créations d'emplois et les vérifie. Ces flux d'implantation et d'extension se situent dans une très grande variété d'activités et de secteurs, mais en excluant certains dont la logique d'implantation relève de facteurs d'attractivité, certes intéressants, mais structurellement différents des implantations industrielles, décisionnelles ou technologiques (tels que les hôtels, les surfaces de vente ou de restauration). D'autres méthodes peuvent être utilisées pour le recensement de ce type de projets.

Ainsi, celle de Business France intègre, en plus des emplois créés, les emplois maintenus par les investisseurs étrangers en France, ainsi que les créations et les sauvegardes d'emplois projetés sur trois ans. À l'inverse, l'EY European Investment Monitor se concentre sur les données au démarrage des projets, et ce de la même manière dans tous les pays européens (44 en 2022). Globalement, les tests de qualité et les croisements réalisés auprès des entreprises pour la constitution de la base de données de l'EIM permettent de garantir un niveau d'exhaustivité et de comparabilité unique en Europe.

Principales autres sources :

EY (Knowledge, FDI Center of Excellence), Bpifrance, Business France, Eurostat, FMI, International Federation of Robotics, INSEE, OCDE, OCO, OFCE, Oxford Economics, Trendeo, UNCTAD.

LA FRANCE EN EUROPE

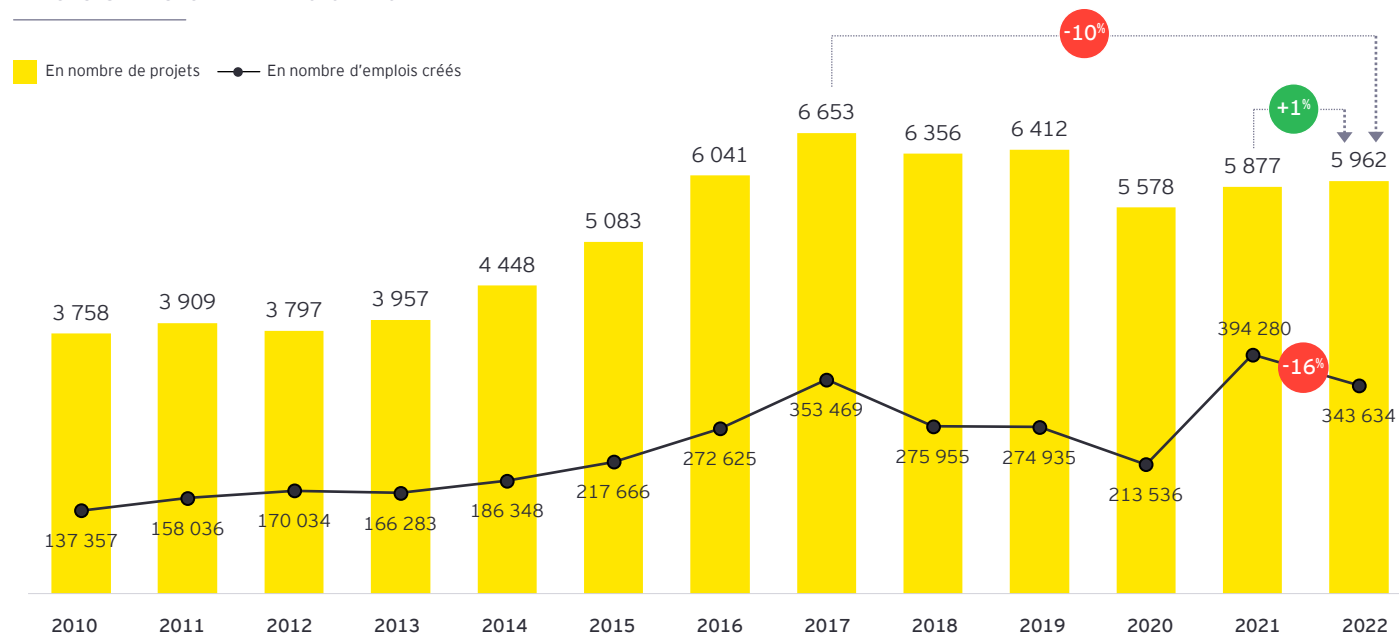
Malgré les chocs, la France continue de faire la course en tête en Europe

1 2 3 4

La crise de 2022 ralentit le rebond de l'Europe post COVID

Le nombre d'investissements étrangers annoncés en Europe en 2022 (5 962) est en hausse de 1% par rapport à 2021, mais reste loin des niveaux d'avant-Covid et du record atteint en 2017 (6 653). L'impact des chocs géopolitiques, économiques et énergétiques qui ont frappé l'Europe est encore plus évident sur l'emploi puisque le nombre d'emplois créés par les investisseurs étrangers a chuté de 16% en 2022.

NOMBRE DE PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ANNONCÉS EN EUROPE ENTRE 2010 ET 2022



ANALYSE EY

S'armer pour rester dans la compétition mondiale

- ▶ L'impact des chocs économiques et énergétiques est évident dans le nombre de projets observés par EY à travers l'Europe au cours de l'année 2022.
- ▶ Les investissements étrangers représentent de 15 à 45% du PIB des principaux pays européens et conditionnent très directement la capacité du continent (UE et autres pays) à rivaliser avec les Etats-Unis et l'*Inflation Reduction Act* (IRA) et à faire face aux ambitions de la Chine.
- ▶ Force est de constater que l'UE28 a tardé à réagir à l'IRA, ce plan massif d'environ 370 milliards de dollars mis en place par les Etats-Unis afin de stimuler et transformer l'industrie américaine et qui pourrait, selon les premiers calculs de la Commission européenne, priver le Vieux continent de plus de 25 milliards d'euros d'investissements.
- ▶ Le *Net-Zero Industry Act* annoncé en mars par Bruxelles va dans le bon sens, mais l'Europe doit aller plus vite et plus fort si elle veut être à la hauteur des défis industriels, environnementaux et numériques actuels et à venir.

Sources : EY European Investment Monitor (2023), Eurostat (Foreign-controlled enterprises statistics, 2020), Commission européenne

En 2022, la France reste le pays le plus attractif d'Europe, en nombre de projets d'investissement étranger

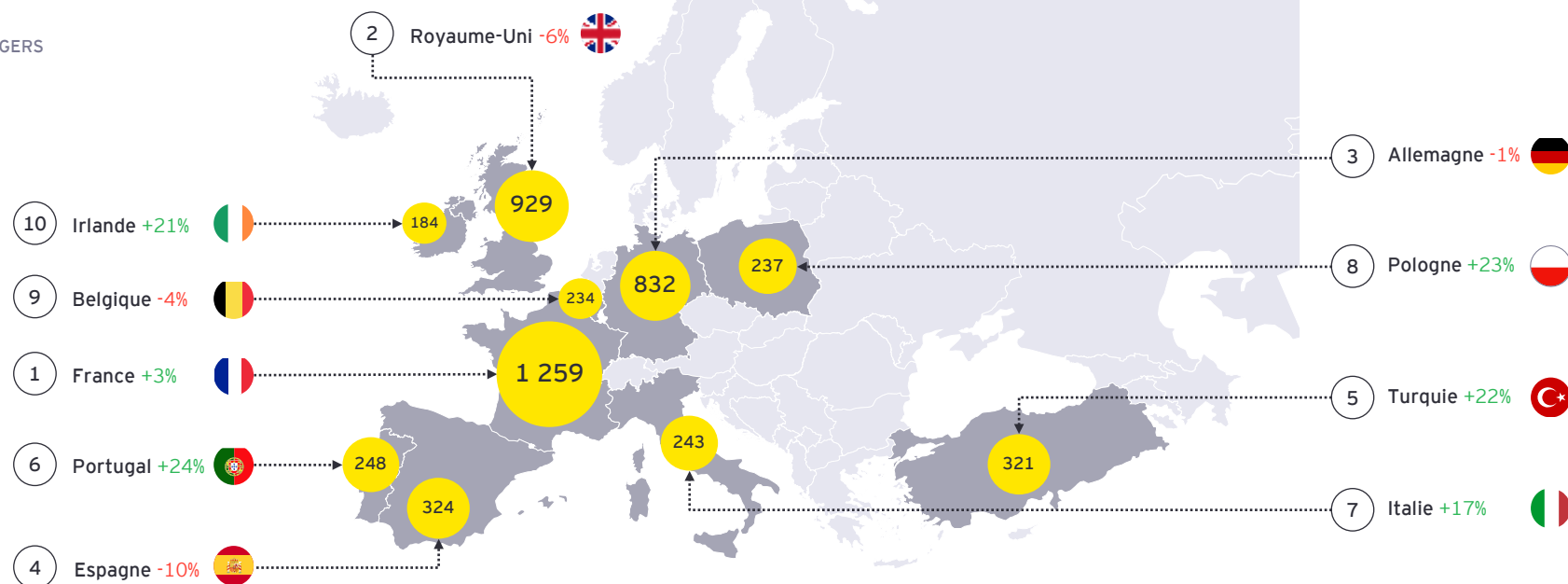
Avec 1 259 implantations ou extensions annoncées en 2022, la France conserve la première place du classement européen pour la quatrième année consécutive. C'est une véritable performance qui confirme la dynamique accélérée en 2017, et ce malgré les difficultés économiques nées de la crise géopolitique.

10 PRINCIPAUX PAYS D'ACCUEIL DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ANNONCÉS EN EUROPE EN 2022 - EN NOMBRE DE PROJETS

LÉGENDE :

○ rang → Pays Variation 21/22

● Nombre d'IDE en 2022



Note : liste détaillée sur les 20 principaux pays d'accueil (en nombre de projets) en annexes
Source : EY European Investment Monitor, 2023

La France atteint un nouveau record, même si sa progression s'est heurtée à la crise géopolitique, économique et énergétique

Le nombre de projets annoncés en France progresse peu, +3% seulement par rapport à 2021. Les chocs, qui ont frappé nos économies, y sont pour beaucoup, certes, mais les dirigeants s'interrogent aussi sur l'impact du climat social et sur la capacité du gouvernement à poursuivre les réformes nécessaires pour réduire le niveau élevé de la dette publique et du chômage.

NOMBRE D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ANNONCÉS EN FRANCE ENTRE 2010 ET 2022 ET NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS PAR LES IDE



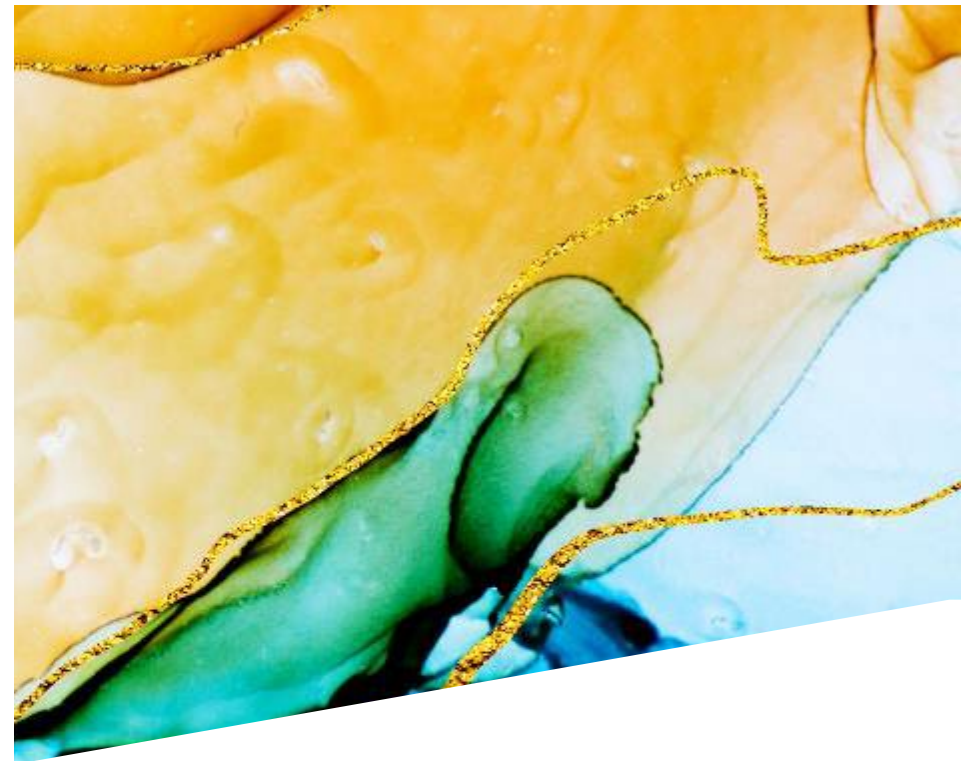
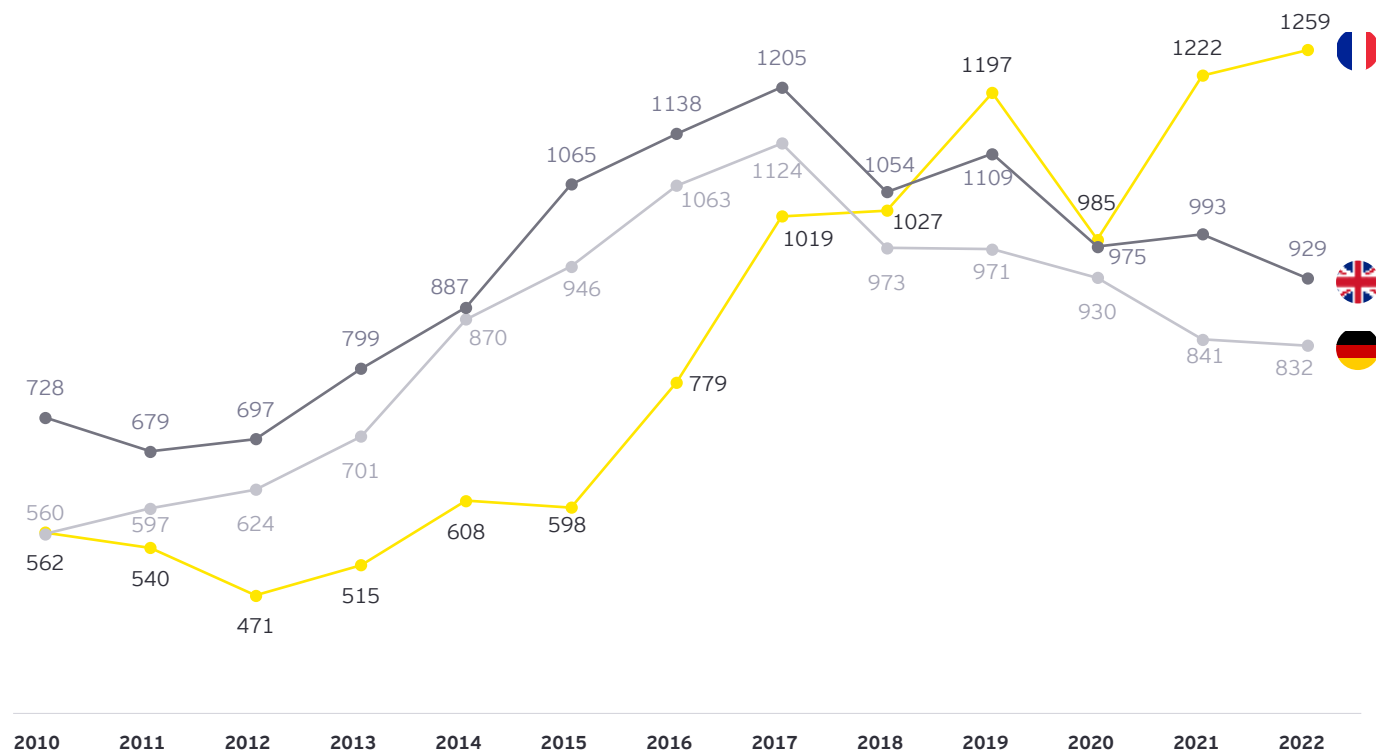
ANALYSE EY

La remontada française

- ▶ En nombre de projets annoncés, la France bénéficie sans doute encore d'un mouvement de « rattrapage » après les mauvaises performances enregistrées lors de la période 2010-2015.
- ▶ Les moyens déployés en faveur d'une politique de l'offre ont été considérables : baisse des impôts de production, alignement progressif du taux de l'impôt sur les sociétés sur la moyenne de l'OCDE, simplification du droit des licenciements.
- ▶ Ces moyens comptent pour beaucoup dans la première place actuelle de l'Hexagone.
- ▶ Cependant, la remontée observée en 2021, fléchit et, surtout, les emplois « apportés » par ces investissements diminuent de 15% entre 2021 et 2022.

Source : EY European Investment Monitor, 2023

Évolution du nombre d'investissements étrangers annoncés entre 2010 et 2022 en France, au Royaume-Uni et en Allemagne













Source : EY European Investment Monitor, 2023

L'Hexagone demeure encore loin du compte sur le nombre d'emplois créés par projet

En moyenne, les investissements étrangers créent moins d'emplois en France (33 par projet) que dans le reste des principaux pays d'accueil des investissements étrangers en Europe (58 en Allemagne, 59 au Royaume-Uni).

NOMBRE MOYEN D'EMPLOIS CRÉÉS PAR PROJET EN 2022 PARMI LES PAYS EUROPEENS AYANT ACCUEILLI PLUS DE 50 PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

PAYS	#	NOMBRE MOYEN D'EMPLOIS CRÉÉS PAR PROJET EN 2022	#	NOMBRE TOTAL D'EMPLOIS CRÉÉS EN 2022	PART DES EMPLOIS SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER (EN 2020)
 Serbie	1	334	9	16 018	n.d.
 Espagne	2	326	2	39 104	14%
 Hongrie	3	252	13	7 061	25%
 Roumanie	4	239	14	6 460	29%
 Irlande	5	181	5	23 371	29%
 Italie	6	148	7	20 313	9%
 Pologne	6	148	8	18 483	31%
 Royaume-Uni	13	59	10	46 779	n.d.
 Allemagne	14	58	11	33 548	13%
 France	18	33	3	38 102	13%
TOTAL	-	82	-	343 634	20%

ANALYSE EY

Intensifier les efforts sur la flexibilité et la compétitivité du travail

- ▶ Les nombreuses réformes entreprises en France ces dernières années - allègement des charges sociales sur les bas salaires, réformes du droit du travail - ont permis de faire reculer certains handicaps pesant sur la compétitivité et l'attractivité de la France.
- ▶ Toutefois, elles semblent encore loin d'être suffisantes pour entraîner la création d'emplois : la Chambre de commerce américaine en France (AmCham) note par exemple que « de profonds efforts restent à fournir en matière de législation sociale, de coût des licenciements et de coût du travail ».
- ▶ Selon Rexecode, le coût horaire du travail demeure particulièrement élevé en comparaison avec nos principaux concurrents européens : 41,8€/heure en France au 3^e trimestre 2022 dans l'industrie et les services marchands, contre 39,8€ en Allemagne, 28,7€ en Italie et 23,1€ en Espagne, la moyenne dans la zone Euro se situant à 34,2€.
- ▶ Au regard de la situation des finances publiques et des tensions sociales et politiques, les marges de manœuvre paraissent cependant très incertaines.

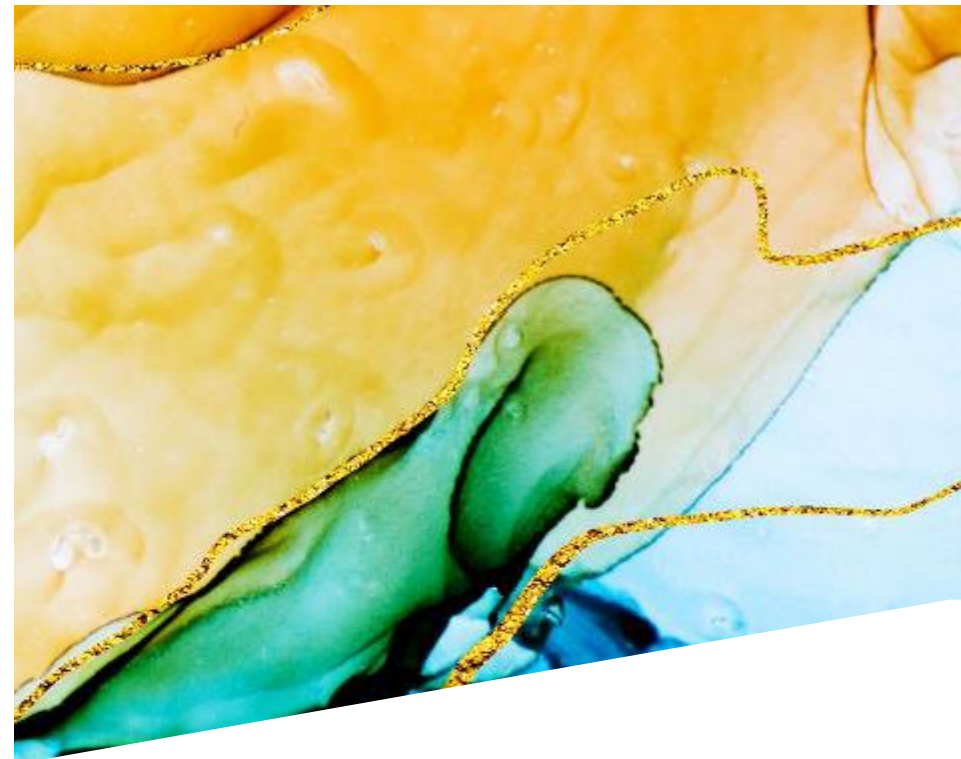
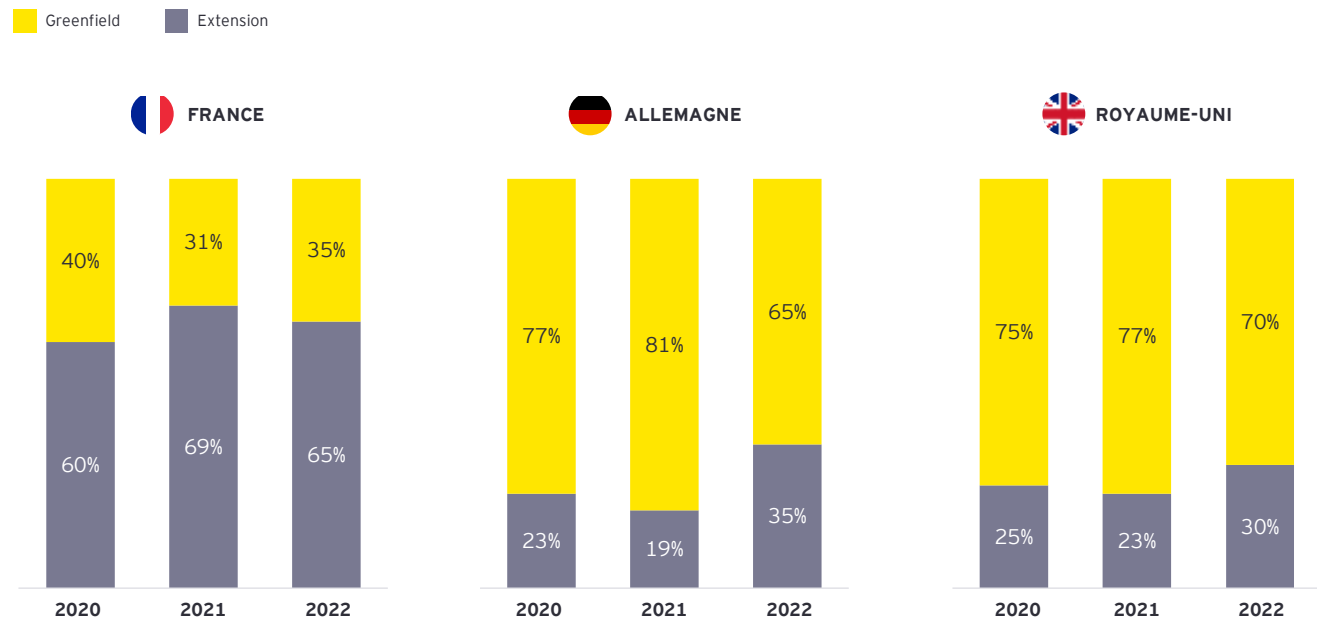
Note : Pour le calcul du nombre moyen d'emplois créés, seuls les projets dont le nombre d'emplois créés est renseigné sont pris en compte.

Sources : EY European Investment Monitor (2023) ; Baromètre AmCham-Bain sur le moral des investisseurs américains en France (2023) ; Eurostat (Foreign-controlled enterprises statistics, 2020), Rexecode (Indicateurs du coût de l'heure de travail en Europe, 2023).

La France a plus de difficultés que ses voisins à attirer des projets *greenfield*


Si la France fidélise les entreprises implantées, elle a plus de difficultés, en comparaison avec l'Allemagne et le Royaume-Uni à attirer de nouveaux projets : 65% des 1 259 projets annoncés en France en 2022 sont des extensions de sites existants, quand cette proportion n'est seulement que de 35% Outre-Rhin et de 30% Outre-Manche.


PART DE PROJETS *GREENFIELD* VS. EXTENSIONS







Source : EY European Investment Monitor, 2023


Fortunes diverses dans le reste de l'Europe


 L'**Allemagne** demeure appréciée des investisseurs. Son image reste celle d'un moteur économique en Europe et d'un exportateur de premier plan. Toutefois, le pays n'a accueilli « que » 832 projets, contre 1 259 en France, dont le PIB est inférieur de 40%. Le faible taux de chômage, les coûts salariaux élevés et la difficulté pour les entreprises étrangères de pénétrer les chaînes industrielles limitent la capacité des *länder* allemands à attirer davantage de projets.



 Le **Royaume-Uni** paie les conséquences du Brexit, dont l'effet sur les industries exportatrices est indéniable. Malgré tout, nos voisins britanniques, pourtant très affectés par l'inflation et la crise énergétique, parviennent à attirer des projets plus créateurs d'emplois et plus stratégiques. Ainsi, le Royaume-Uni reste le premier pays d'accueil de centres de décision en Europe, avec 133 projets recensés en 2022. Par ailleurs, Londres fait toujours office de place forte pour la finance et talonne de près l'Île-de-France s'agissant des centres de R&D.

 Avec une hausse de 22% du nombre de projets annoncés en 2022, la **Turquie** s'ajoute à la dynamique à l'œuvre en **Europe du Sud** (Portugal, Italie, Grèce, etc.). Ces pays enregistrent de très bonnes performances en 2022, en partie dues à l'implantation de nouveaux centres de services partagés, aux relocalisations industrielles et à la réorganisation des *supply chains*. Plus compétitifs en termes de coûts, ils se positionnent désormais dans la course aux grands investissements manufacturiers.

 La **Pologne** - dont le coût de l'heure de travail figure parmi les moins élevés de l'Union européenne - bénéficie également de ce mouvement de relocalisation des activités industrielles, qui comptent pour plus du tiers des implantations et extensions de sites recensées en 2022. Dans une moindre mesure, l'excellente performance enregistrée en 2022 peut aussi s'expliquer par la relocalisation d'activités en provenance de l'Ukraine et de la Biélorussie. Ces pays, avec lesquels la Pologne partage près de 1 000 km de frontières, représentent 11% des projets polonais en 2022 (8% en 2021).

 Avec 184 projets accueillis en 2022, en hausse de 21% en un an, l'**Irlande** semble avoir profité du Brexit et des arbitrages d'entreprises souhaitant continuer d'accéder au marché commun. Pour autant, le pays - à l'image de la **Belgique** et des **Pays-Bas**, dont l'économie est traditionnellement tournée vers les services - peine à retrouver ses niveaux d'investissement d'avant-Covid.

Source : EY European Investment Monitor, 2023

PERSPECTIVES 2023

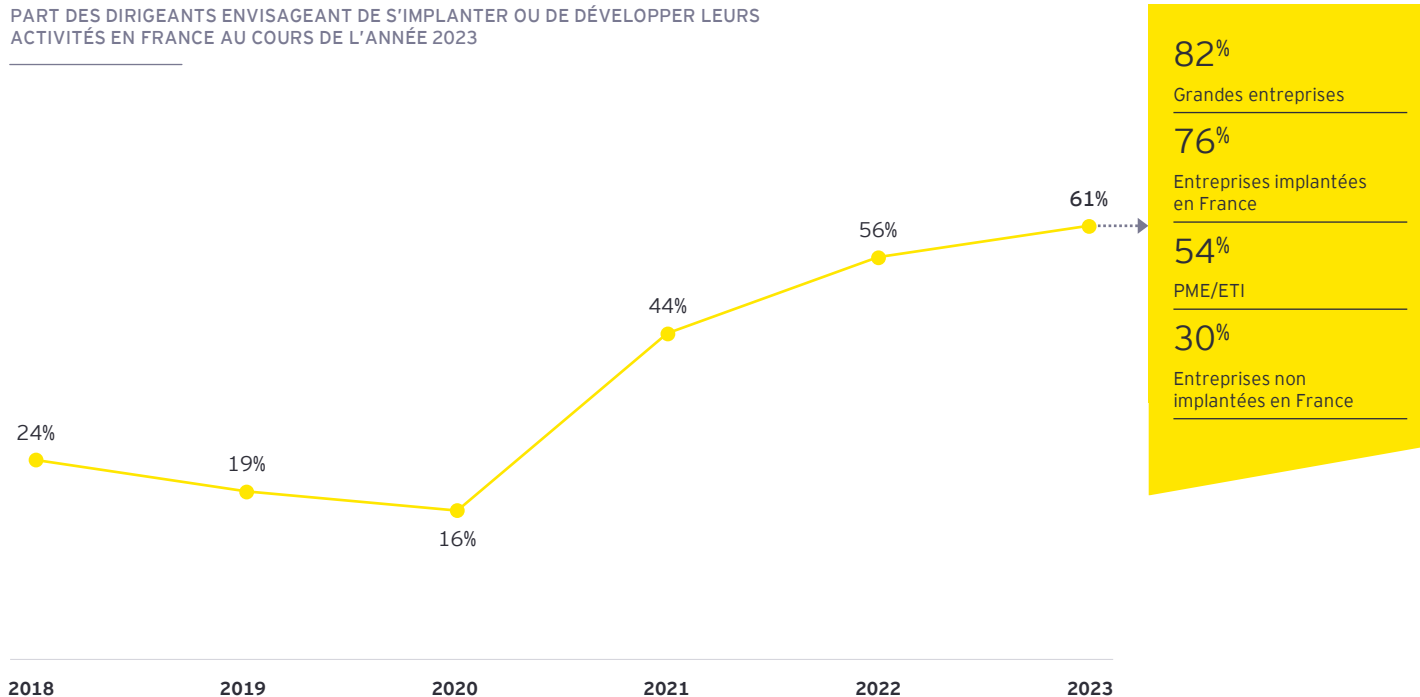
Le moral des dirigeants en 2023 : résilience à court terme, inquiétude à moyen terme sur l'attractivité de la France

① ② ③ ④

La volonté d'investir reste forte, même si elle fléchit en 2023

Près des deux tiers des dirigeants ont des projets immédiats d'investissement en France en 2023, malgré la situation économique, politique et sociale du pays.

PART DES DIRIGEANTS ENVISAGEANT DE S'IMPLANTER OU DE DÉVELOPPER LEURS ACTIVITÉS EN FRANCE AU COURS DE L'ANNÉE 2023



ANALYSE EY

Malgré les crises, l'envie de France perdure

- ▶ En dépit d'une situation économique et énergétique complexe, les tensions sociales et politiques actuelles ne semblent pas avoir d'incidence sur les intentions d'investissement à court terme des dirigeants étrangers, comme s'ils avaient intégré dans leurs réflexions d'investissement cette turbulente particularité de l'ADN tricolore.
- ▶ Si nous observons des divergences majeures entre les réponses des patrons de PME/ETI et celles des dirigeants des grandes entreprises, les premières étant nettement moins enclines à s'implanter ou développer leurs activités en France (54% vs. 82%), ces perspectives immédiates d'investissement concernent toutefois l'ensemble des secteurs d'activité.
- ▶ Notons également que l'envie d'investir reste forte à l'échelle européenne, puisque 67% des dirigeants interrogés prévoient d'y établir ou d'y étendre leurs opérations.

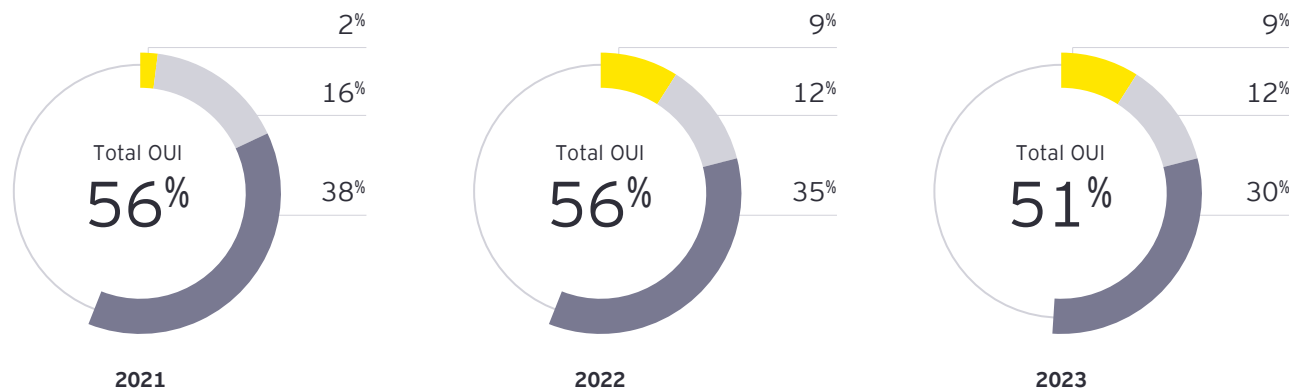
Source : enquête auprès de 204 dirigeants internationaux (15 février - 15 mars 2023)

L'Hexagone devrait continuer à profiter du mouvement de relocalisation

51% des dirigeants expriment leur volonté de rapatrier à court ou moyen terme une partie de leurs activités dans le pays.

PART DES DIRIGEANTS DÉCLARANT QUE LEUR ENTREPRISE EST SUSCEPTIBLE DE RELOCALISER DES ACTIVITÉS EN FRANCE AU COURS DES TROIS PROCHAINES ANNÉES

■ Oui, immédiatement ■ Oui, dans les prochains mois ■ Oui, dans les prochaines années



ANALYSE EY

La relocalisation au défi des tensions économiques et énergétiques

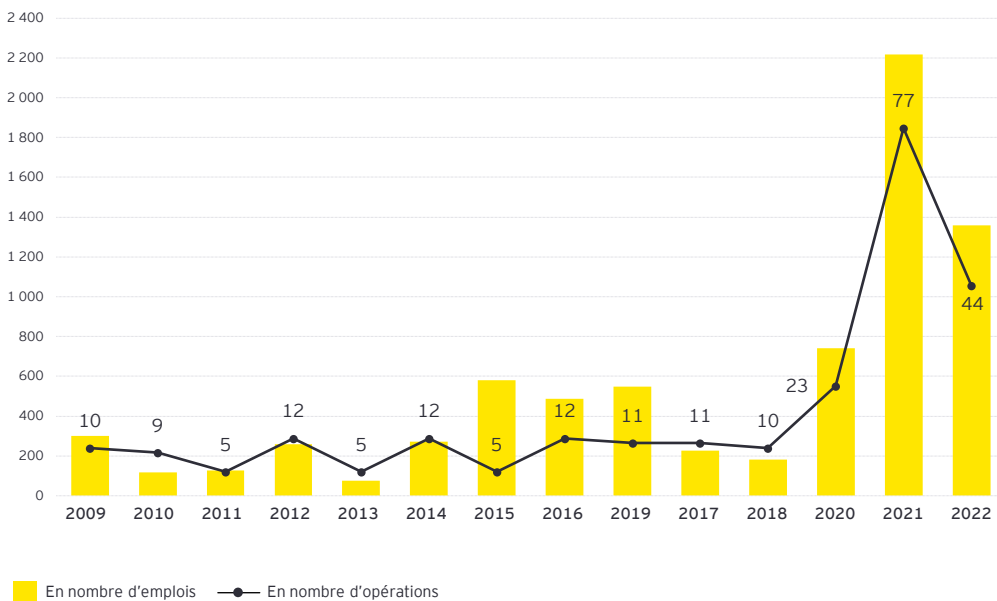
- ▶ Avec la nécessité de mieux contrôler leurs *supply chains*, d'être à proximité des consommateurs ou d'avoir une chaîne de production plus sobre pour l'environnement, les dirigeants se sont rapprochés de l'Europe, et par la même occasion, de la France.
- ▶ Ces trois dernières années, les relocalisations industrielles ont permis la création de quelque 4 000 nouveaux emplois sur notre territoire, dont plus de la moitié dans trois régions (Grand Est, Auvergne-Rhône-Alpes, Hauts-de-France).
- ▶ Vraisemblablement, si on en croit les 204 dirigeants internationaux interrogés en mars, ce mouvement de rapatriement des capacités productives devrait se poursuivre au cours des prochaines années.
- ▶ Mais doit-on craindre un essoufflement, compte tenu du choc des coûts de l'énergie et de la compétitivité américaine que booste l'*Inflation Reduction Act* (IRA) ?
- ▶ La part des dirigeants ayant des projets de relocalisation à court et moyen terme recule (-5 points en un an). Le nombre de relocalisations d'usines recensées par Trendeo est également en baisse : 44 en 2022, contre 77 en 2021.

Sources : enquête auprès de 204 dirigeants internationaux (15 février - 15 mars 2023) ; Trendeo

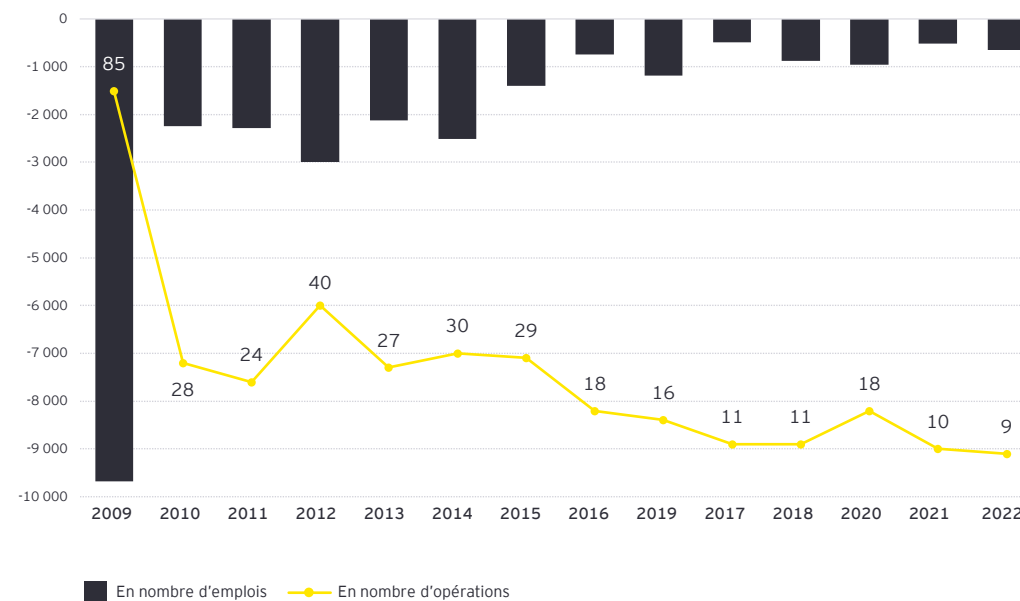
Bien qu'affaiblie par la crise de 2022, la dynamique de relocalisation industrielle semble atténuer l'effet des délocalisations

RELOCALISATIONS ET DÉLOCALISATIONS INDUSTRIELLES
ENTRE 2009 ET 2022

Relocalisations



Délocalisations

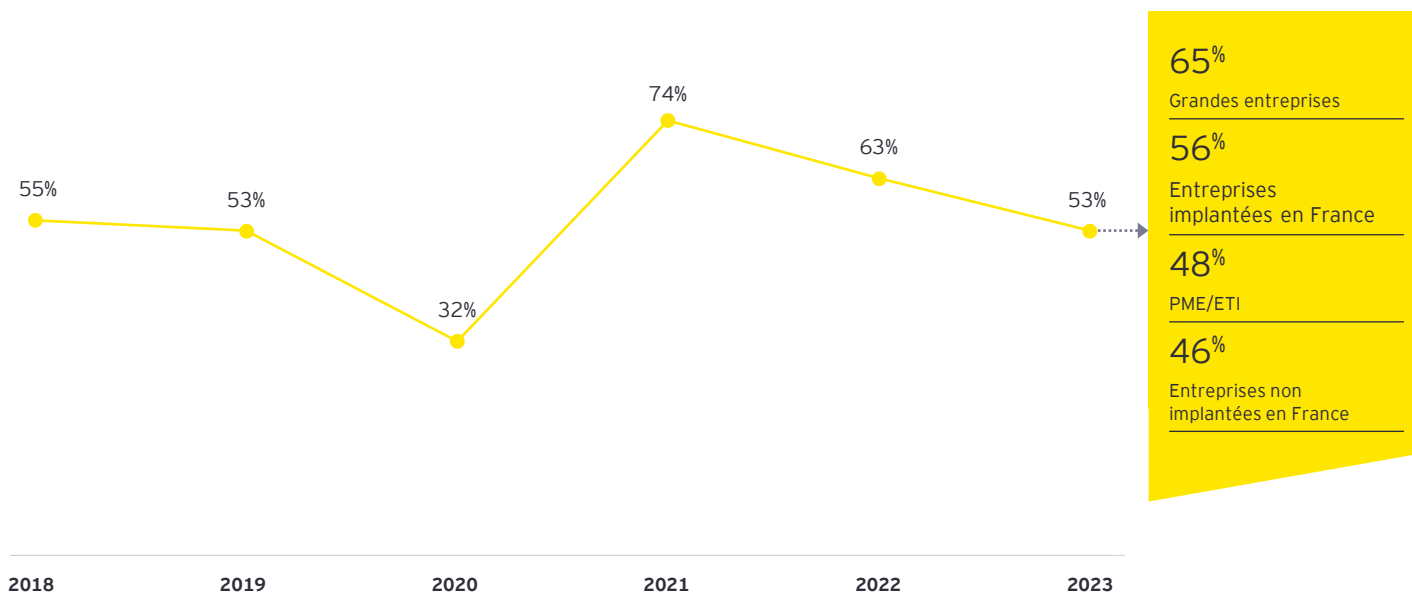


Sources : Trendeo, analyses EY

En revanche, les perspectives à trois ans montrent l'inquiétude des dirigeants

Alors qu'ils étaient 74% en 2021 et 63% en 2022 à estimer que la situation ne pouvait que s'améliorer, ils ne sont plus que 53% début 2023.

PART DES DIRIGEANTS ESTIMANT QUE L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE VA S'AMÉLIORER AU COURS DES TROIS PROCHAINES ANNÉES



ANALYSE EY

Les tensions politiques et sociales comptent, mais pas seulement...

- ▶ Si les intentions d'investissement en France restent élevées à court terme, les perspectives à trois ans marquent le pas, en comparaison des intentions formulées lors de la sortie de crise sanitaire.
- ▶ Notre enquête confirme l'effet des facteurs économiques de 2022 (hausse des coûts de l'énergie et des matières premières, baisse de la consommation, remontée des taux d'intérêt, etc.) sur le moral et la confiance des dirigeants étrangers.
- ▶ Par ailleurs, au moment de notre enquête (entre le 15 février et le 15 mars), les tensions politiques et sociales ont pu conduire les dirigeants internationaux à s'interroger sur la capacité du gouvernement à poursuivre les réformes permettant d'améliorer la compétitivité, réduire la dette et le déficit commercial, soutenir l'investissement « made in France », mais également investir dans les infrastructures de santé et d'éducation.
- ▶ Dans l'enquête réalisée par EY sur l'attractivité britannique, l'optimisme est moins prononcé, puisque seuls 48% des dirigeants interrogés envisagent une amélioration de l'attractivité à trois ans.

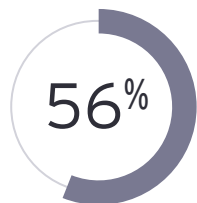
Source : enquête auprès de 204 dirigeants internationaux (15 février - 15 mars 2023)

La crise énergétique pourrait ralentir le rythme des investissements en France et en Europe

En 2022, 50% des dirigeants implantés en France ont fait le choix de reporter des investissements initialement prévus.

QUESTION POSÉE :

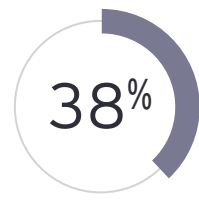
Quelles mesures votre entreprise a-t-elle prises pour faire face à la crise énergétique ?



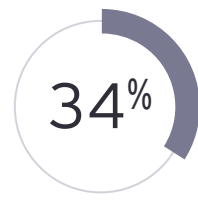
Augmentation des prix de vente



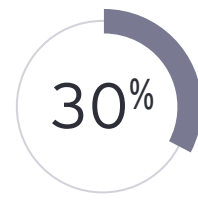
Report d'investissements initialement prévus



Renégociation des contrats d'énergie ou changement de fournisseur



Mise en place d'un plan de sobriété énergétique



Développement d'énergies alternatives

ANALYSE EY

Et si l'Europe perdait les arbitrages d'investissements industriels ?

- ▶ En 2022, les entreprises implantées en France ont été très affectées par l'envolée des prix de l'énergie.
- ▶ Pour l'instant, les dirigeants étrangers ont fait le choix de mesures d'adaptation, se contentant de réajuster - pour 56% d'entre eux - leurs prix de vente ou de reporter des investissements prévus.
- ▶ Si peu d'investisseurs étrangers ont déplacé leur site de production hors d'Europe pour surmonter la hausse des prix de l'énergie (17%), le spectre des délocalisations refait surface. La concurrence des États-Unis, où le coût de l'énergie est plus faible qu'en Europe et dont l'attractivité est stimulée par l'*Inflation Reduction Act*, est désormais forte. Selon une étude récente de La Fabrique de l'Industrie, 155 000 emplois industriels, soit 6% des effectifs totaux, seraient menacés par cette concurrence et par la mise en place d'une taxe carbone aux frontières de l'UE à partir de 2026 ou 2027.

Sources : enquête auprès de 204 dirigeants internationaux (15 février - 15 mars 2023), INSEE, Fabrique de l'Industrie.

LE PROFIL DES IDE EN FRANCE

Une France plus décarbonée
et plus innovante, mais en panne
d'emplois logistiques et tertiaires

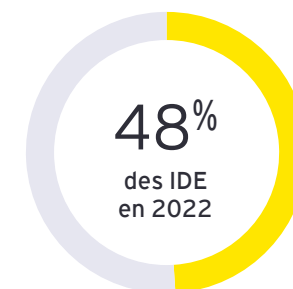
① ② ③ ④

La France peut compter sur une très grande variété de savoir-faire sectoriels

Les investissements internationaux se déploient dans tous les pans de l'économie, d'abord dans les activités de services, mais également dans les grands secteurs historiques (automobile, aéronautique, agro-alimentaire)

PRINCIPAUX SECTEURS ACCUEILLANT DES PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN 2022

SECTEUR	NOMBRE DE PROJETS EN 2022	% TOTAL EN 2022	% TOTAL SUR LA PÉRIODE 2015-2019
Services aux entreprises et aux professionnels	171	14%	13%
Logiciels et IT	138	11%	16%
Constructeurs et fabricants de moyens de transport	129	10%	8%
Equipements industriels	94	7%	7%
Agro-alimentaire	79	6%	6%
Chimie et plasturgie	78	6%	7%
Énergie	72	6%	3%
Électronique	71	6%	4%
Ameublement, bois et verre	69	5%	4%
Transports et logistique	69	5%	6%
Autres	289	23%	26%
Total	1 259	100%	100%



Source : EY European Investment Monitor, 2023

Différence majeure en 2022, les projets accueillis semblent davantage épouser les impératifs de transformation de notre économie

Dans **l'industrie automobile et aéronautique**, un peu plus de projets autour de la mobilité décarbonée.

À titre d'exemple, alors qu'en 2018, 12% des projets manufacturiers dans le secteur automobile étaient destinés à la production de véhicules électriques et hybrides, en 2022, cette part avoisine les 30%.

La **décarbonation** de notre industrie est devenue une réalité au sein des stratégies et des investissements des entreprises.

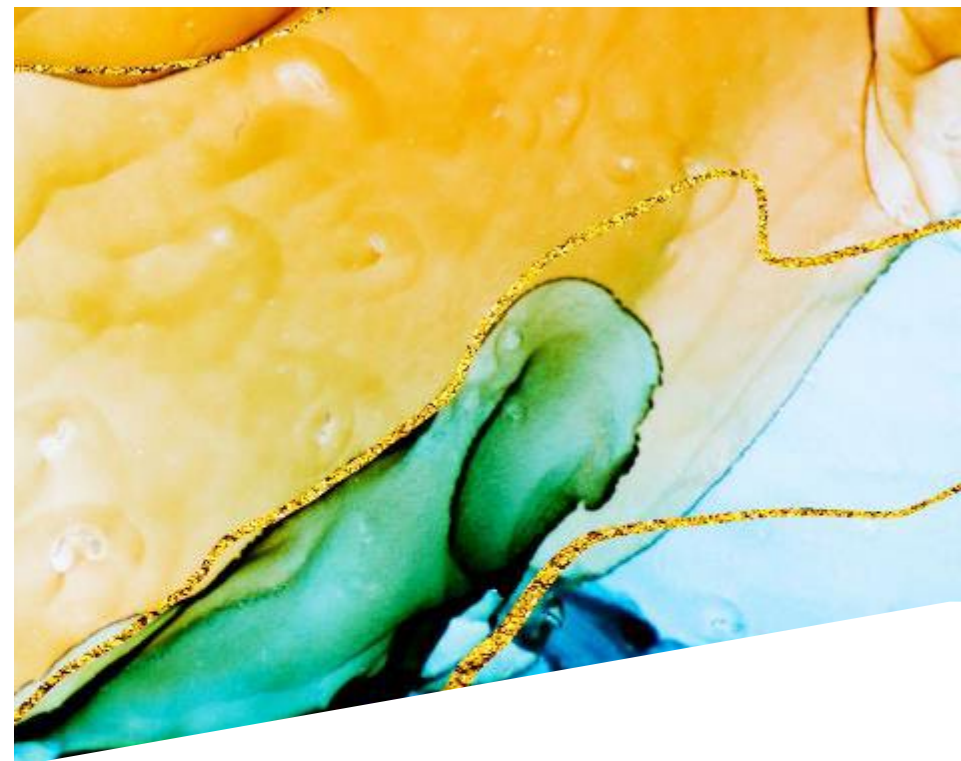
Le nombre de projets industriels à impact environnemental n'a cessé d'augmenter ces cinq dernières années. Ce mouvement n'en est qu'à ses débuts : les dirigeants étrangers que nous avons interrogés prévoient de dédier une part significative de leurs futurs investissements à la réduction de leurs émissions de CO₂.

Dans le **secteur de la santé**, l'analyse des projets révèle l'amorce d'un mouvement de rapatriement de capacités de production en France.

Alors que près de 80% de nos médicaments sont produits en Asie, principalement en Chine et en Inde, nous observons, au cours de l'année 2022, de nombreux investissements afin d'augmenter les capacités de production des usines françaises.

En matière de **semi-conducteurs**, la France bénéficie de la dynamique d'investissement en Europe.

Si, avant la guerre en Ukraine, le deuxième fabricant mondial de semi-conducteurs avait fait le choix de l'Allemagne pour implanter une grande partie de sa future méga-usine de puces en Europe, la France, elle, avait été sélectionnée pour accueillir son centre de R&D européen. Notre pays aura tout de même sa méga-usine : deux industriels franco-italien et américain ont annoncé lors du dernier sommet *Choose France* un investissement de 6 milliards d'euros pour construire une nouvelle usine dédiée à la production de semi-conducteurs à Crolles, près de Grenoble.



Source : EY European Investment Monitor, 2023

En 2022, quatre projets sur dix sont une implantation ou une extension d'usine

Après avoir augmenté de 41% en 2021, le nombre de projets industriels portés par les entreprises à capitaux étrangers a encore progressé en 2022. Près de 18 000 emplois ont été créés par les industriels étrangers en France en 2022.

PRINCIPALES ACTIVITES OPERATIONNELLES
EN FRANCE EN 2021 ET 2022

ACTIVITÉ	NOMBRE DE PROJETS EN 2022	NOMBRE DE PROJETS EN 2021	VARIATION 21/22	% TOTAL EN 2022	% TOTAL SUR 2015-2019***	NOMBRE D'EMPLOIS EN 2022
Sites de production	547	482	+13%	43%	32%	17 766
Centres de services aux entreprises*	252	255	-1%	20%	40%	9 521
Centres de R&D	144	133	+8%	11%	10%	3 472
Activités de marketing et ventes	139	132	+5%	11%	***	1 416
Plateformes logistiques	94	119	-21%	8%	10%	3 731
Centres de décision	78	93	-16%	6%	5%	2 179
Autres**	5	8	-38%	1%	3%	17
Total	1 259	1 222	+3%	100%	100%	38 102

* Centres de relation client, centres de services partagés, back-offices SI, Finance et RH, etc.

** Internet Data Centre, Education & Training, Testing & Servicing, etc.

*** La catégorie « centre de services aux entreprises » et « activités de marketing et ventes » ne formaient qu'une catégorie.

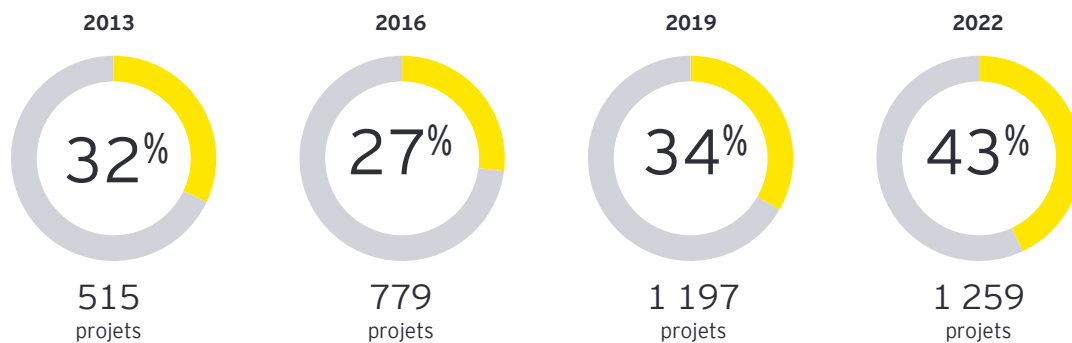
Source : EY European Investment Monitor, 2023

L'industrie est (re)devenue un moteur de l'attractivité de la France

43% des implantations ou extensions annoncées en France en 2022 concernent des projets manufacturiers, onze points supplémentaires par rapport à 2013.

PART DES PROJETS MANUFACTURIERS AU SEIN DES PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN FRANCE

■ Projet manufacturiers ■ Autres projets



Les secteurs qui font la croissance des projets industriels :

Electronique

Ameublement, bois, céramique et verre

Dispositifs médicaux

Métaux et minéraux

Automobile et aéronautique

ANALYSE EY

Une dynamique qui pourrait davantage entraîner l'emploi

- ▶ La France conserve la première place du classement européen des projets manufacturiers, devant la Turquie (256 projets) et le Royaume-Uni (175 projets).
- ▶ Sa progression s'est accélérée ces dernières années et désormais 4 projets sur 10 sont des implantations ou extensions de sites de production.
- ▶ Les très bonnes performances observées en 2022 ne sauraient cependant masquer certaines faiblesses structurelles : les projets manufacturiers en France sont avant tout des extensions de site (65%), alors que nos voisins outre-Rhin et outre-Manche parviennent davantage à attirer de nouvelles implantations (plus d'un projet sur deux en Allemagne, par exemple).
- ▶ Par ailleurs, les investissements manufacturiers étrangers en France sont moins créateurs d'emplois (34 en moyenne) qu'au Royaume-Uni (74), qu'en Pologne (206) ou qu'en Allemagne (208).

Source : EY European Investment Monitor, 2023 ; enquête auprès de 204 dirigeants internationaux (15 février - 15 mars 2023)

La disponibilité d'énergie décarbonée reste, malgré la crise énergétique actuelle, le principal atout de la France pour les industriels étrangers

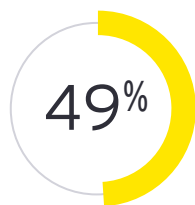
Bien que le parc nucléaire français n'a fonctionné qu'à 54% de ses capacités sur l'ensemble de l'année 2022, les dirigeants étrangers placent la disponibilité d'une énergie décarbonée comme le principal atout de la France industrielle, devant la disponibilité d'une main d'œuvre qualifiée ou la qualité de vie.

Avec 87% de production d'électricité décarbonée, notre pays occupe en effet le 3^e rang en Europe dans ce domaine, derrière la Suède et la Finlande. En revanche, pour attirer de plus gros projets et gagner en qualité, les investisseurs étrangers appellent la France à faire mieux en matière de coût et de disponibilité des terrains industriels, mais aussi en matière d'automatisation et de robotisation.

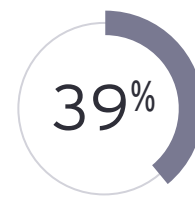
QUESTION POSÉE :

Par rapport aux autres pays dans lesquels vous envisagez de réaliser des investissements manufacturiers, quelles sont les principales forces et faiblesses de la France (trois choix possibles par catégorie) ?

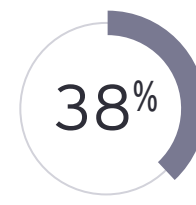
Forces



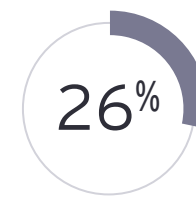
Disponibilité de l'énergie décarbonée



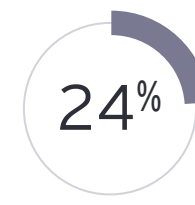
Disponibilité d'une main d'œuvre qualifiée



Qualité de vie

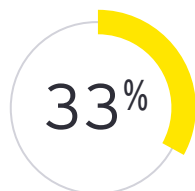


Qualité des infrastructures de transport et de logistique

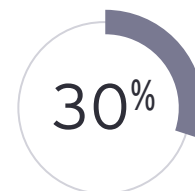


Coût et disponibilité de l'énergie

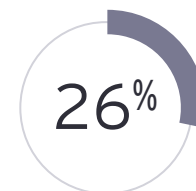
Faiblesses



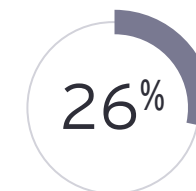
Coût et disponibilité des terrains industriels



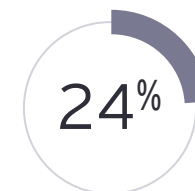
Flexibilité des réglementations environnementales et urbanistiques



Taux d'automatisation et de robotisation



Disponibilité d'incitations financières publiques



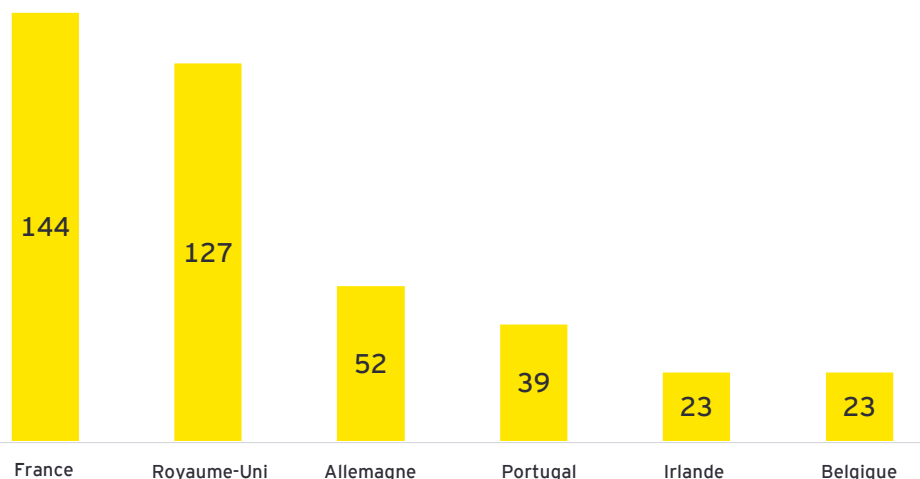
Qualité des structures d'éducation et de formation

Note : les données relatives à la production d'énergie correspondent à la période janvier-décembre 2022.
Sources : enquête auprès de 204 dirigeants internationaux (15 février - 15 mars 2023) ; Bilan électrique 2022 RTE (publié le 22 février 2023)

La France, championne d'Europe de l'innovation

Avec 144 projets de centres de R&D (+8%), la France réalise l'une des plus belles progressions en Europe et creuse encore un peu plus l'écart avec l'Allemagne.

PRINCIPAUX PAYS D'ACCUEIL DES PROJETS DE CENTRES DE R&D EN EUROPE EN 2022 - EN NOMBRE DE PROJETS



Les secteurs qui font les projets de R&D en France :

Chimie et plasturgie

Electronique

Automobile et aéronautique

Logiciels et services IT

ANALYSE EY

Maintenir le soutien public en faveur de l'innovation

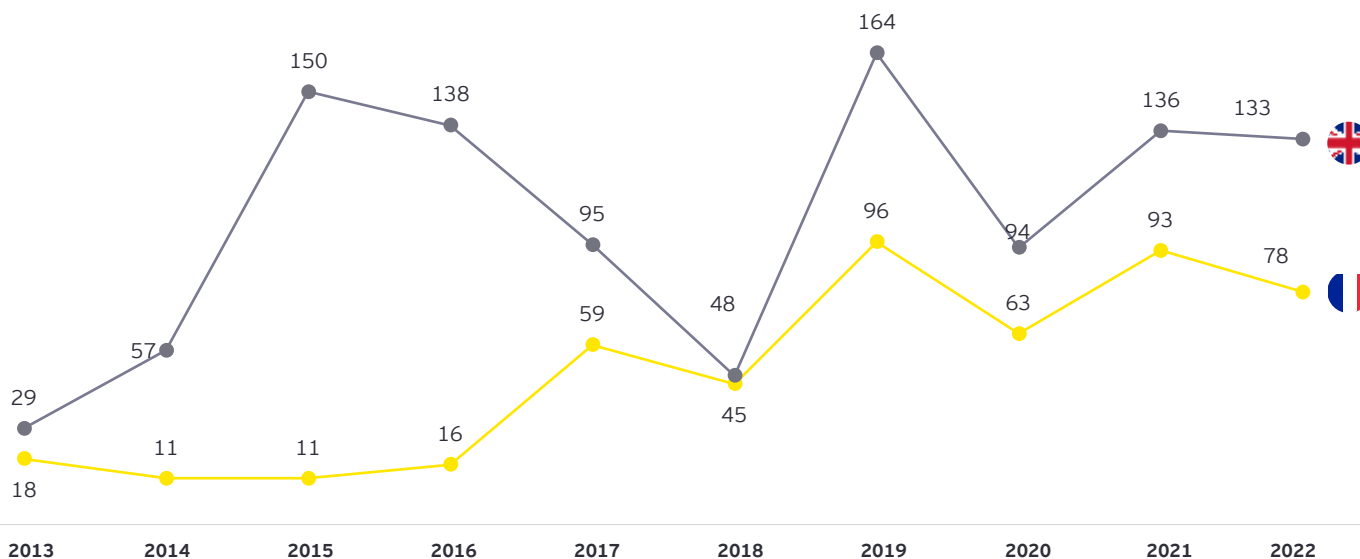
- ▶ Dans un environnement économique plus que chahuté, la French Tech se porte bien. Mieux, face à ses principaux concurrents, elle tire son épingle du jeu avec plus de 13 milliards d'euros récoltés en 2022 (+17% par rapport à 2021) contre 10 milliards en Allemagne (-38%) selon le Baromètre EY du capital risque.
- ▶ Désormais bien ancrée, l'image de cette France innovante est appréciée par les 204 investisseurs étrangers que nous avons interrogés en mars : 65% d'entre eux la jugent plus attractive que les autres pays européens en matière de facteurs technologiques.
- ▶ Un positionnement qui fait même la différence, puisque les investissements liés à la R&D constituent le premier critère d'attractivité de la France auprès des dirigeants internationaux.

Sources : EY European Investment Monitor (2023) ; enquête auprès de 204 dirigeants internationaux (15 février - 15 mars 2023) ; baromètre EY du capital risque (2023)

La France doit faire mieux sur les centres de décision

Avec 78 projets concernant des centres de décision en 2022, la France fait encore moins bien que son concurrent britannique, pourtant fragilisé par le Brexit (133 projets).

NOMBRE DE PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LES CENTRES DE DÉCISION EN FRANCE ET AU ROYAUME-UNI



ANALYSE EY

Construire un plan d'urgence pour attirer les quartiers généraux

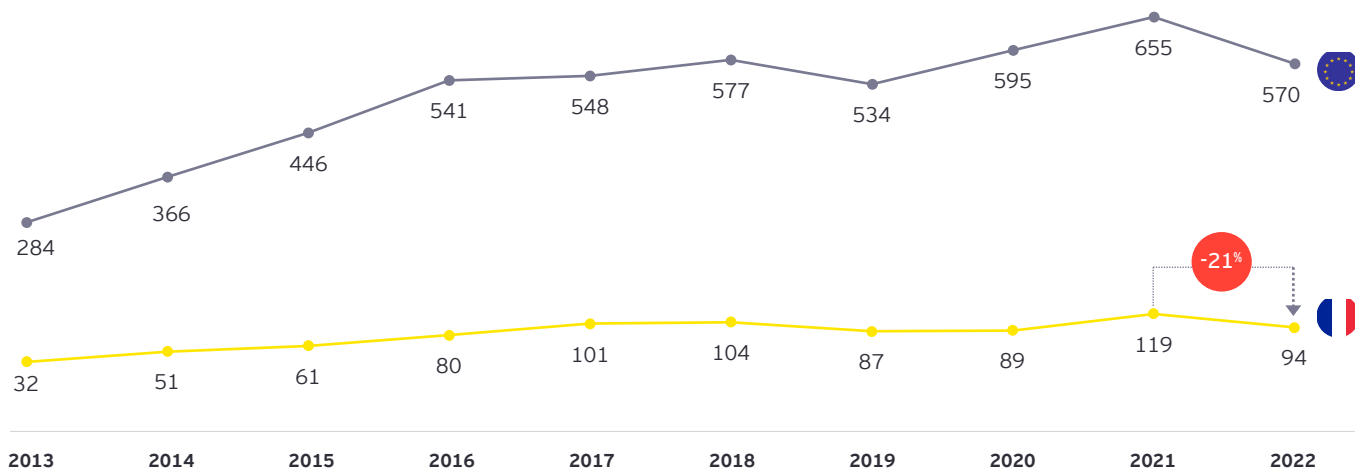
- ▶ En dépit des efforts réalisés pour assurer un environnement fiscal stable, prévisible et accueillant, notre pays souffre encore d'handicaps, qui le pénalisent dans l'attractivité des centres de décision.
- ▶ Le régime fiscal de participation-exemption en matière de dividendes et de fiscalité des plus-values à long terme est plus complexe et plus coûteux que celui de nos concurrents directs.
- ▶ La France souffre aussi de l'absence de régime de faveur compétitif s'agissant de la fiscalité des bonus ou des revenus exceptionnels liés à la performance ou à l'intéressement capitalistique.
- ▶ Enfin, et surtout, notre pays ne dispose pas de stratégie d'attractivité claire pour attirer ce type de projets, comme l'illustre l'inexistence d'un interlocuteur unique chargé de la promotion de la France sur ce terrain et capable de sécuriser le régime fiscal et social applicable tant à la structure juridique porteuse des fonctions de quartier général qu'aux dirigeants et collaborateurs de ceux-ci.

Source : EY European Investment Monitor, 2023

Boom du e-commerce, blues de la logistique

Alors que le chiffre d'affaires du e-commerce a augmenté de 33% entre 2019 et 2022 en France, l'Hexagone subit une forte diminution des investissements dans les plateformes logistiques (-21% en 2022 v. 2021). La France reste, malgré tout, le 1^{er} pays d'accueil européen pour ces projets.

NOMBRE DE PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS
DANS LES SITES LOGISTIQUES EN FRANCE ET EN EUROPE



ANALYSE EY

La France paie le manque de foncier et la lourdeur des procédures administratives

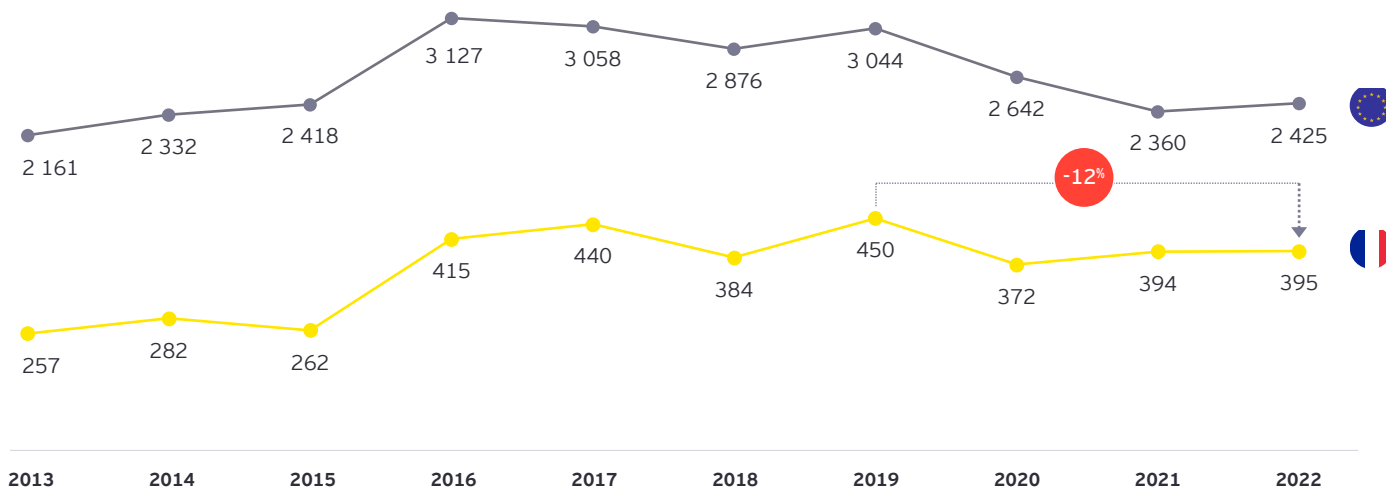
- ▶ Outre la pénurie de foncier disponible, les professionnels de la logistique citent régulièrement la lourdeur et la complexité des procédures administratives parmi les freins à l'investissement dans notre pays.
- ▶ À titre de comparaison, selon le rapport Guillot, alors que le délai réel d'implantation pour une activité logistique est de neuf mois en France, il n'est que de trois mois en Allemagne et de deux mois seulement en Pologne.
- ▶ Cette diminution en nombre de projets n'est pas compensée par des projets plus créateurs d'emploi.
- ▶ Au contraire, les implantations logistiques recensées en 2022 ne créent, en moyenne, que 44 emplois contre 88 en 2021 et 66 en 2020.

Sources : EY European Investment Monitor, 2023 ; Rapport Guillot, 2022

Dans les services, l'impact du travail à distance se fait toujours ressentir

En France et en Europe, le nombre de projets dans les implantations tertiaires à moyenne valeur ajoutée reste loin des niveaux d'avant-Covid (395 plateformes de services et back offices en France en 2022 vs. 450 en 2017).

NOMBRE DE PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS
DANS LES SERVICES EN FRANCE ET EN EUROPE



ANALYSE EY

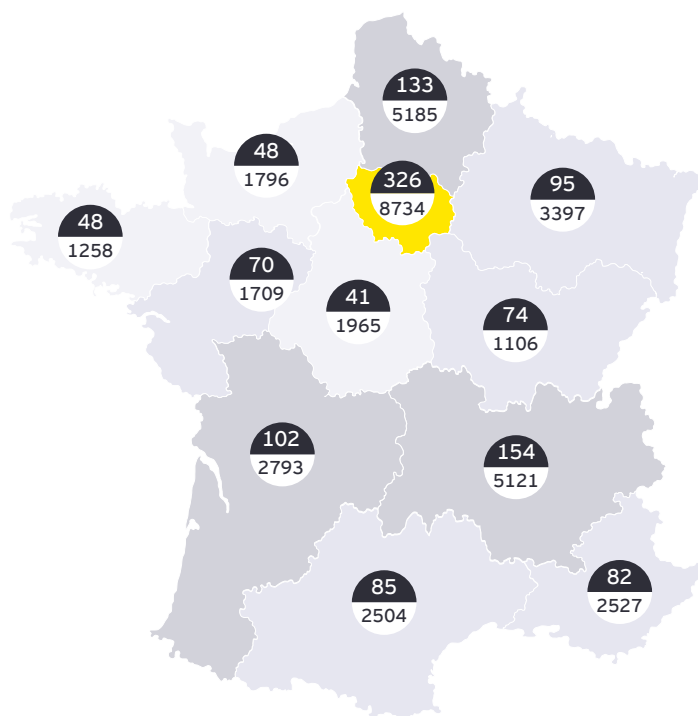
Diminution des besoins de bureaux, pas de retournement à l'horizon

- ▶ La crise sanitaire a accéléré les transformations au sein des activités tertiaires et des bureaux. L'installation durable du télétravail et la numérisation ont notamment fait éclater les modes d'organisation passant d'une logique d'unité de temps et de lieu à une logique de fragmentation des espaces et des temporalités de travail.
- ▶ Dans ce contexte, les utilisateurs réduisent l'empreinte immobilière de leur entreprise. En 2022, déjà, plus de 50% des dirigeants interrogés par EY et l'ADI anticipaient une réduction jusqu'à 30% de leurs surfaces immobilières dans les trois prochaines années.
- ▶ Principale conséquence de cette nouvelle donne, l'implantation ou l'extension de *back-offices* administratifs, de centres de relation client ou de plateformes de support informatique ne progresse pas.
- ▶ En France, le nombre de projets de ce type reste même loin des niveaux d'avant-Covid (-12% par rapport à 2019 ; -20% à l'échelle européenne).

Sources : EY European Investment Monitor (2023), Baromètre EY/ADI des implantations de services en France (2022)

L'Île-de-France reste en tête du classement régional français, devant l'Auvergne-Rhône-Alpes et les Hauts-de-France

RÉPARTITION DES PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS PAR RÉGION EN 2022



xx Nombre de projets en 2022
xxx Nombre d'emplois créés en 2022

RÉGION	NOMBRE DE PROJETS EN 2022	NOMBRE DE PROJETS EN 2021	% DU NOMBRE TOTAL DE PROJETS EN 2022	NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS EN 2022
Île-de-France	326	291	25,9%	8 734
Auvergne-Rhône-Alpes	154	146	12,2%	5 121
Hauts-de-France	133	107	10,6%	5 185
Nouvelle-Aquitaine	102	80	8,1%	2 793
Grand Est	95	109	7,5%	3 397
Occitanie	85	101	6,8%	2 504
Provence-Alpes-Côte d'Azur	82	75	6,5%	2 527
Bourgogne-France-Comté	74	82	5,9%	1 106
Pays-de-la-Loire	70	79	5,6%	1 709
Bretagne	48	53	3,8%	1 258
Normandie	48	52	3,8%	1 796
Centre-Val de Loire	41	43	3,3%	1 965
Autres*	1	4	0,1%	7
Total	1 259	1 222	100%	38 102

* En 2022, le projet recensé concerne la Réunion.
Source : EY European Investment Monitor, 2023

Au classement européen, pour la première fois, l'Île-de-France passe devant le Grand Londres

Au classement des régions européennes, l'Île-de-France (326 projets) s'impose devant le Grand Londres (299) et le *land* de Rhénanie-du-Nord-Westphalie (277), ces trois grandes régions distançant assez nettement leurs concurrentes, notamment sur la concentration de grandes entreprises mondiales et leurs sièges sociaux.

TOP 10 DES RÉGIONS EUROPÉENNES EN NOMBRE D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ACCUEILLIS EN 2022

#	Région (ville capitale)	Nombre de projets en 2022	Nombre de projets en 2021	Variation 21/22
1	Île-de-France (Paris)	326	291	+12%
2	Grand Londres (Londres)	299	394	-24%
3	Rhénanie-du-Nord-Westphalie (Düsseldorf)	277	363	-24%
4	Berlin (Berlin)	168	82	+105%
5	Flandres (Bruxelles)	160	141	+13%
6	Auvergne-Rhône-Alpes (Lyon)	154	146	+5%
7	Bavière (Munich)	150	152	-1%
8	Hauts-de-France (Lille)	133	107	+24%
9	Écosse (Edimbourg)	126	122	+3%
10	Lombardie (Milan)	116	92	+26%
	Autres	4 053	3 987	+2%
	Total	5 962	5 877	+1%

Source : EY European Investment Monitor, 2023

ANALYSE EY

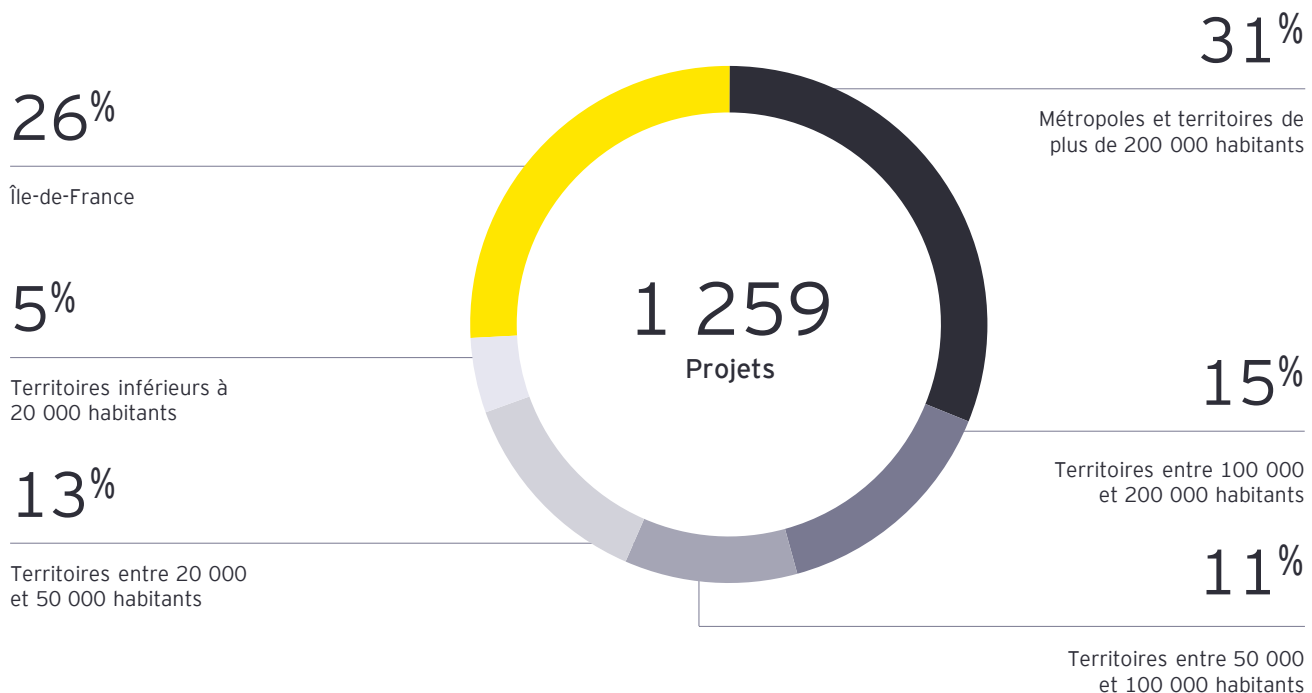
La fin de la domination du Grand Londres dans la compétition des grandes métropoles ?

- ▶ Cette année, le baromètre EY révèle une information qui pourrait tourner une nouvelle page de la concurrence que se livrent les grandes régions et « villes-monde », en Europe et dans le monde.
- ▶ En effet, la région Île-de-France prend, pour la 1^{re} fois de son histoire, la tête de notre classement des investissements étrangers.
- ▶ Évidemment, la région capitale tire parti du rétablissement de l'attractivité de la France aux yeux des investisseurs et des réformes qui ont conduit à améliorer son cadre fiscal et social, mais aussi de la relative résistance de l'économie hexagonale dans le champ européen de 2022.
- ▶ Elle doit sans doute cette performance à sa propre compétitivité sur les activités de R&D, au report de quelques projets troublés par le Brexit ou encore par l'amélioration progressive des infrastructures de transport en prévision des Jeux Olympiques de Paris 2024.
- ▶ Notons également la place dans le Top 10 de deux autres régions françaises (Auvergne-Rhône-Alpes et Hauts-de-France) qui s'affirment clairement comme de véritables *challengers* dans le cercle des grandes régions européennes, notamment dans les domaines critiques de la santé, de la mobilité et de l'industrie en général.

Hors des grandes métropoles, la France séduit les investisseurs étrangers

Près d'un projet d'investissement étranger sur deux concerne des zones rurales ou des agglomérations moyennes de moins de 200 000 habitants.

RÉPARTITION DES PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS PAR TYPE DE TERRITOIRE (2022)



ANALYSE EY

Les grandes métropoles, mais pas uniquement

- ▶ C'est une chance pour la France que son attractivité s'exprime dans l'ensemble de ses territoires, aussi bien en Île-de-France qu'en région, dans ses grandes métropoles comme dans ses territoires les plus éloignés des grandes agglomérations.
- ▶ Cette année encore, les grandes métropoles françaises - l'Île-de-France en tête - témoignent de leur capacité à attirer sur leur territoire les investissements les plus stratégiques (centres de R&D et centres de décision) et à en faire bénéficier les territoires périphériques.
- ▶ Les projets d'implantation d'activités industrielles répondent à une logique géographique différente et sont pour la plupart localisés dans les villes moyennes et les bassins en difficulté (56% de ces projets sont situés dans des EPCI labellisés « Territoires d'Industrie »), où les taux de chômage sont plus élevés, contribuant ainsi à leur revitalisation et à leur maintien dans l'économie mondiale.
- ▶ En 2022, les investissements étrangers manufacturiers ont concerné pour plus d'un tiers des territoires de moins de 50 000 habitants.

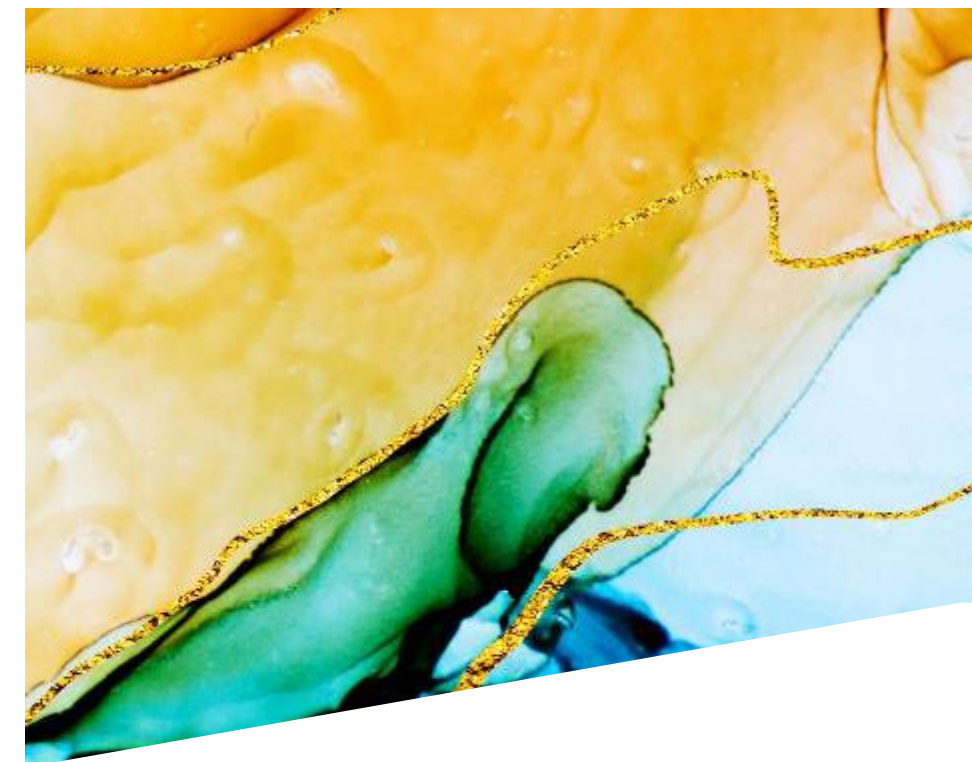
Source : EY European Investment Monitor, 2023

Annexes

-
- ①
 - ②
 - ③
 - ④

20 principaux pays d'accueil des investissements étrangers annoncés en Europe en 2022

#	PAYS	NOMBRE DE PROJETS EN 2022	NOMBRE DE PROJETS EN 2021	VARIATION 21/22	NOMBRE D'EMPLOIS EN 2022
1	 France	1 259	1 222	+3%	38 102
2	 Royaume-Uni	929	993	-6%	46 779
3	 Allemagne	832	841	-1%	33 548
4	 Espagne	324	361	-10%	39 104
5	 Turquie	321	264	+22%	13 677
6	 Portugal	248	200	+24%	21 944
7	 Italie	243	207	+17%	20 313
8	 Pologne	237	193	+23%	18 483
9	 Belgique	234	245	-4%	8 071
10	 Irlande	184	152	+21%	23 371
11	 Pays-Bas	147	151	-3%	1 334
12	 Finlande	104	124	-16%	3 755
13	 Autriche	101	103	-2%	2 913
14	 Serbie	74	73	+1%	16 018
15	 Roumanie	69	37	+86%	6 460
16	 Suède	68	48	+42%	4 107
17	 Suisse	58	75	-23%	345
18	 Hongrie	50	76	-34%	7 061
19	 Grèce	47	30	+57%	4 719
20	 Lituanie	47	41	+15%	3 503
	Autres	386	441	-	30 027
Total		5 962	5 877	+1%	343 634

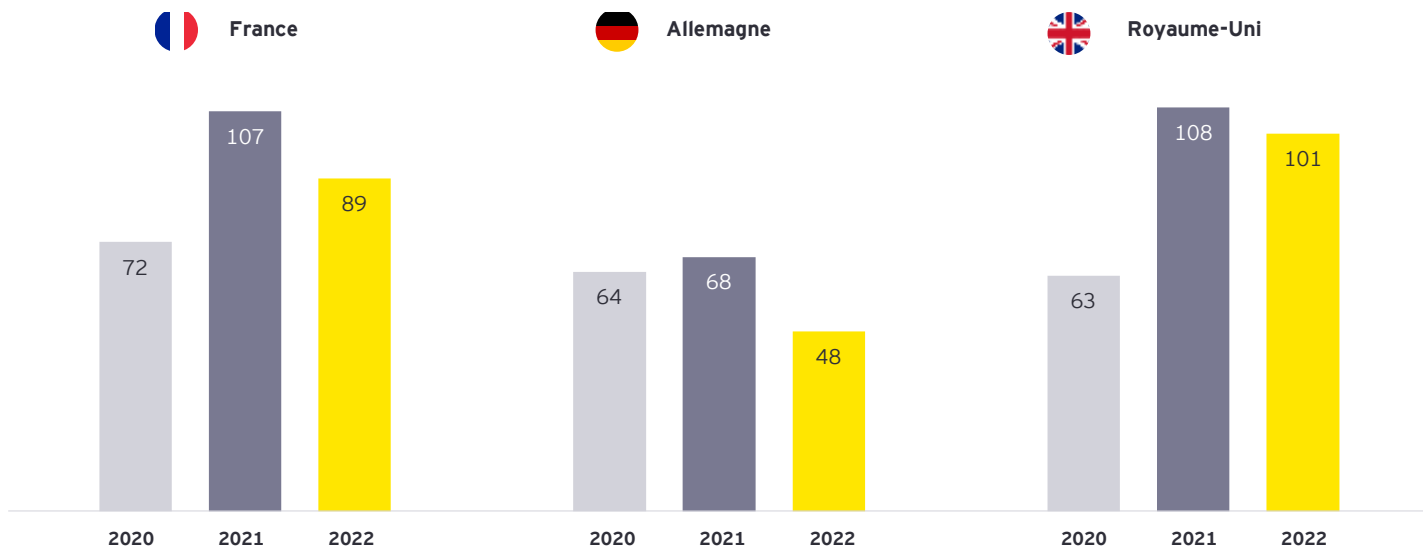


Source : EY European Investment Monitor, 2023

PROFIL DES INVESTISSEMENTS

Nombre de projets ayant créé plus de 100 emplois en France, au RU et en Allemagne

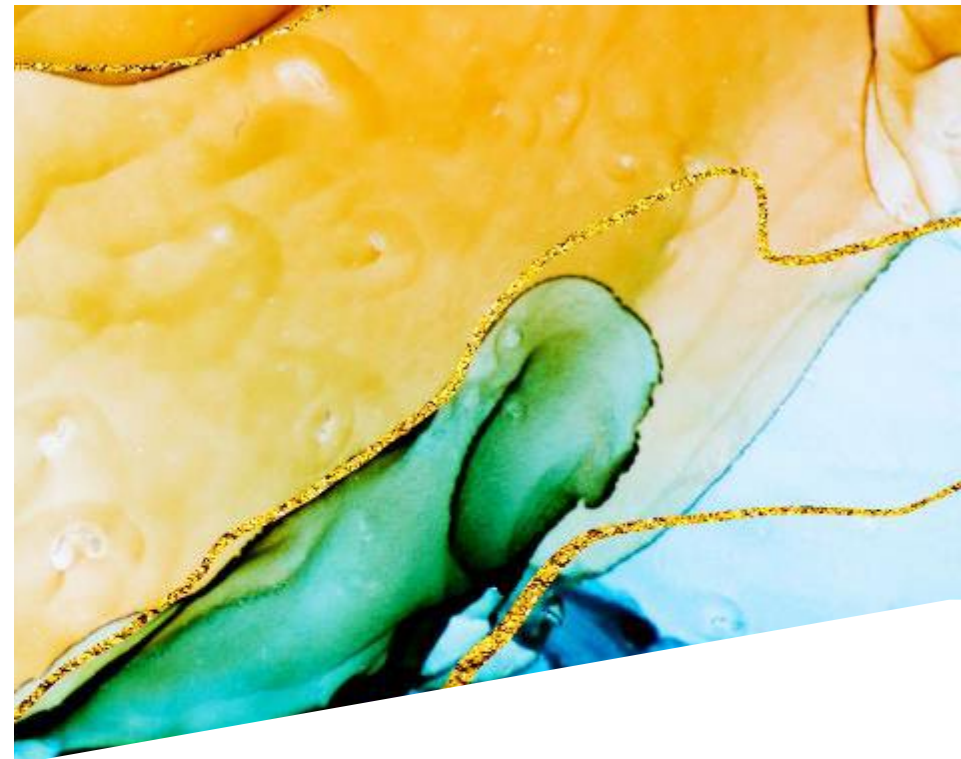
En 2022, la France a accueilli 89 projets de plus de 100 emplois, en grande partie des extensions de sites industriels. Ces projets concernent tous les secteurs d'activité et tous les territoires (11 régions sur 12).



- ▶ 45% de projets industriels
- ▶ 80% d'extensions
- ▶ 17 secteurs d'activités

- ▶ Production (17 projets)
- ▶ Logistique (15 projets)
- ▶ 16 secteurs d'activités

- ▶ Logiciels et services IT (35 projets)
- ▶ Production, services aux entreprises, logistique (~20 projets chacun)

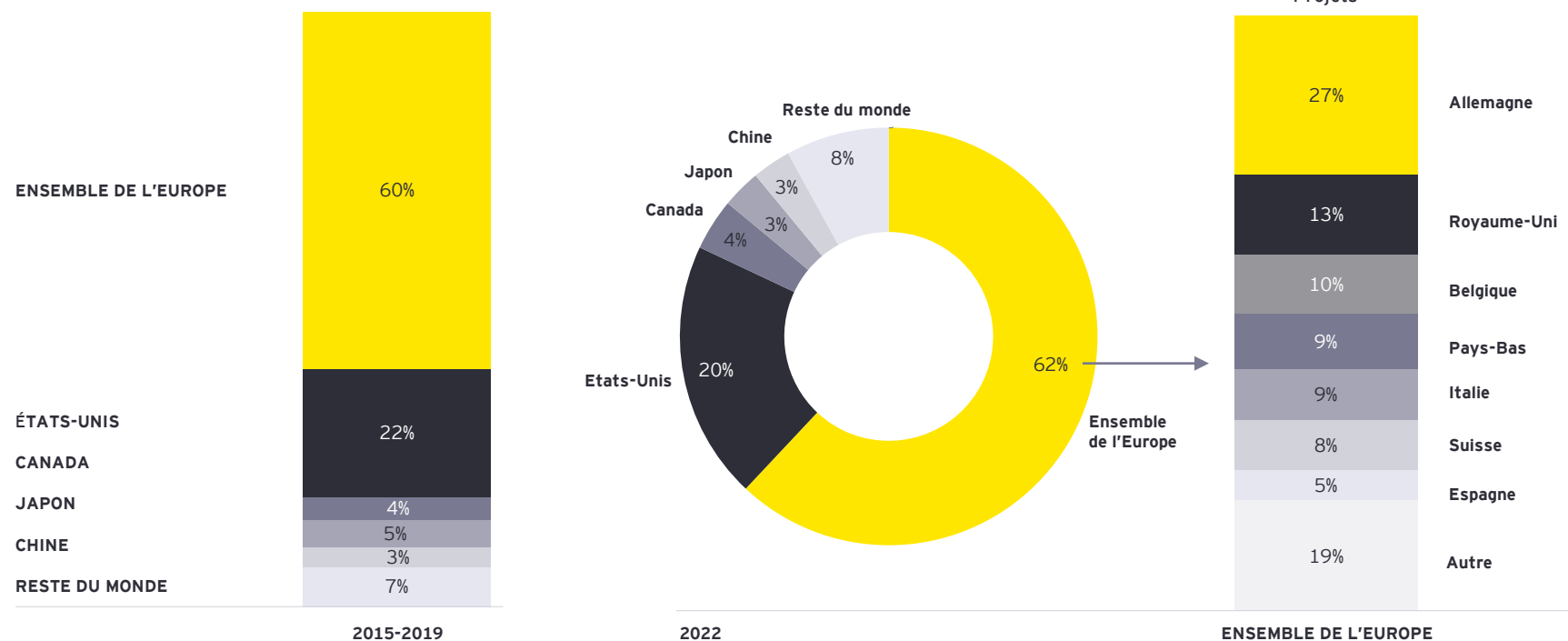


Source : EY European Investment Monitor, 2023

PROFIL DES INVESTISSEMENTS

Répartition des investisseurs étrangers en France sur la période 2015-2019 et en 2022

Les entreprises américaines ne représentent plus que 20% du total des investissements, à peu près autant qu'entre 2015 et 2019, mais loin des pourcentages du début des années 2010 (32% en 2012, par exemple). Dans le même temps, les investissements d'origine européenne, allemands en tête, représentent plus de 60% des IDE en 2022.













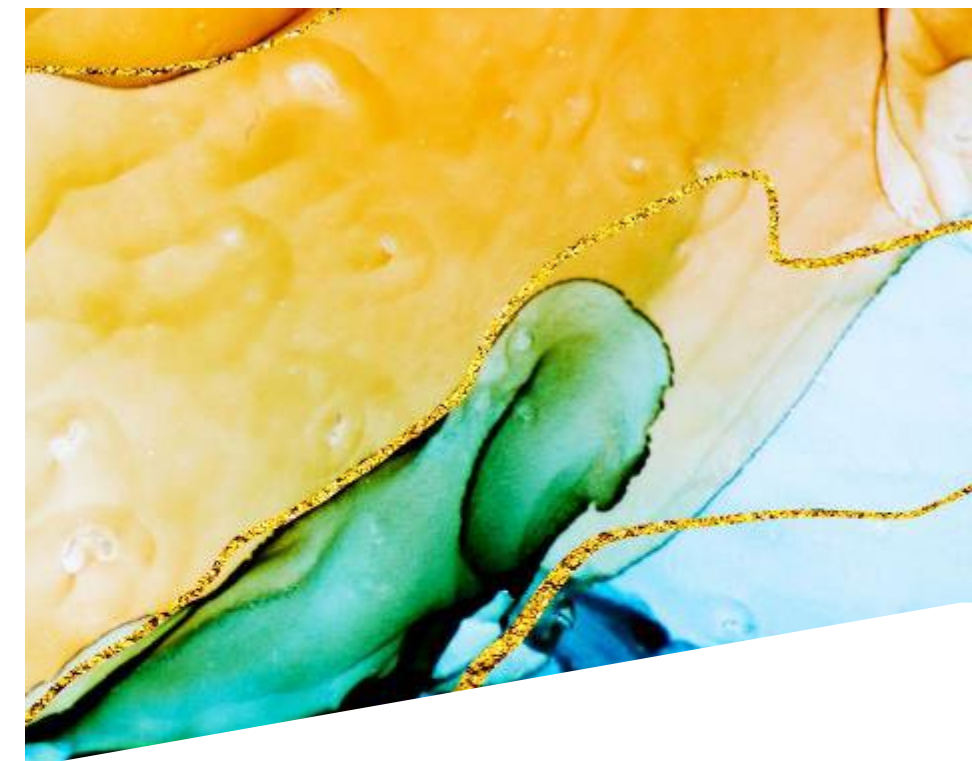
Source : EY European Investment Monitor, 2023

FOCUS INDUSTRIE

Top 10 des pays européens accueillant le plus de sites de production en 2022

547 industriels ont fait le choix de la France en 2022. Avec ce résultat record, la France conserve la tête du classement européen des investissements manufacturiers étrangers.

#	PAYS	NOMBRE DE PROJETS EN 2022	NOMBRE DE PROJETS EN 2021	VARIATION 21/22	NOMBRE D'EMPLOIS EN 2022
1	 France	547	482	+13%	17 766
2	 Turquie	256	230	+11%	10 601
3	 Royaume-Uni	175	145	+21%	11 139
4	 Allemagne	106	106	0%	12 461
5	 Pologne	81	104	-22%	13 365
6	 Espagne	73	64	+14%	27 654
7	 Belgique	57	50	+14%	2 609
8	 Italie	51	39	+31%	7 067
9	 Serbie	47	53	-11%	11 867
10	 Irlande	40	29	+38%	5 625
Total		1 756	1 769	-1%	162 418



Source : EY European Investment Monitor, 2023

Contact



Marc Lhermitte

Associé - Ernst & Young
Advisory
+33 6 08 87 97 39
marc.lhermitte@fr.ey.com

EY | Building a better working world

La raison d'être d'EY est de participer à la construction d'un monde plus équilibré, en créant de la valeur sur le long terme pour nos clients, nos collaborateurs et pour la société, et en renforçant la confiance dans les marchés financiers.

Expertes dans le traitement des données et des nouvelles technologies, les équipes EY, présentes dans plus de 150 pays, contribuent à créer les conditions de la confiance dans l'économie et répondent aux enjeux de croissance, de transformation et de gestion des activités de nos clients.

Fortes de compétences en audit, consulting, droit, stratégie, fiscalité et transactions, les équipes EY sont en mesure de décrypter les complexités du monde d'aujourd'hui, de poser les bonnes questions et d'y apporter des réponses pertinentes.

EY désigne l'organisation mondiale et peut faire référence à l'un ou plusieurs des membres d'Ernst & Young Global Limited, dont chacun représente une entité juridique distincte. Ernst & Young Global Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, ne fournit pas de prestations aux clients. Les informations sur la manière dont EY collecte et utilise les données personnelles, ainsi que sur les droits des personnes concernées au titre de la législation en matière de protection des données sont disponibles sur ey.com/privacy. Les cabinets membres d'EY ne pratiquent pas d'activité juridique lorsque les lois locales l'interdisent. Pour plus d'informations sur notre organisation, veuillez vous rendre sur notre site ey.com.

© 2023 Ernst & Young Advisory
Tous droits réservés.

Studio BMC France - 2302BMC031-01
SCORE N°2023-041
ED NONE

Cette publication a valeur d'information générale et ne saurait se substituer à un conseil professionnel en matière comptable, fiscale, juridique ou autre. Pour toute question spécifique, veuillez vous adresser à vos conseillers.

ey.com/fr